

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 478, 1,50 F
JEUDI 24 DECEMBRE 1970

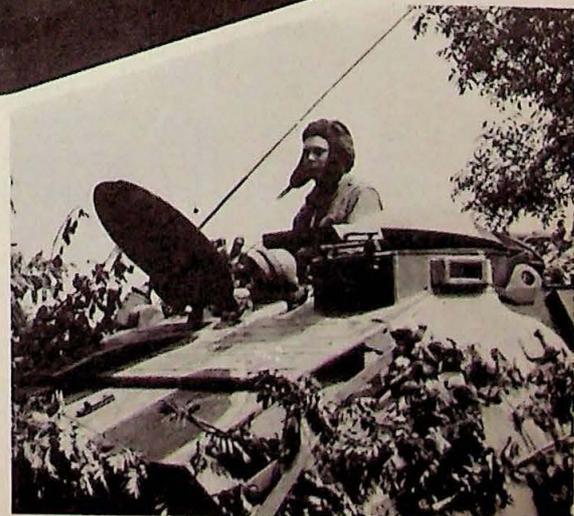
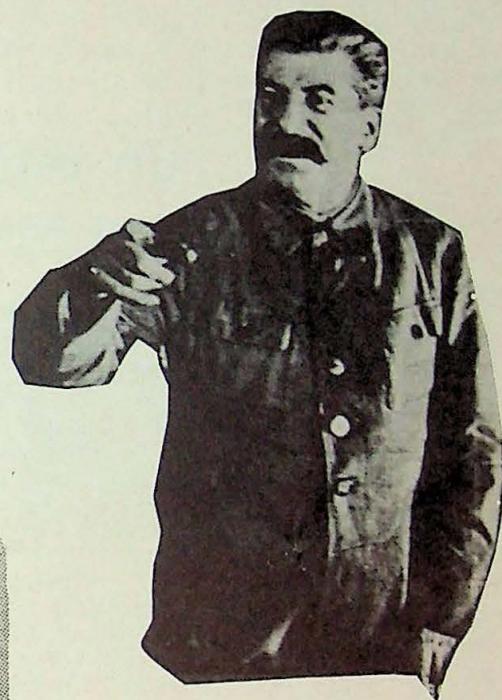


Pologne :

dictature

sur

le prolétariat



Au sommaire

Poitiers

Tout a commencé parce que le nouveau campus universitaire est traversé par une route nationale et que de bons petits étudiants bien sages se font écraser par les automobiles. Mais la répression, comme les explications fournies par les groupes politiques, ont donné naissance à un « mouvement » étudiant, débordant très vite ce simple aspect local. C'est l'histoire de cette prise de conscience comme les problèmes nouveaux que cette situation va poser aux étudiants du P.S.U. que notre correspondant analyse page 10.

Pologne

Michèle Vannesse a essayé de s'informer sur ce qui s'était réellement passé. Elle remet les derniers événements dans leur contexte et en tire les premières conclusions politiques (page 12).

Burgos

On est toujours dans l'attente du verdict et il s'ensuit une certaine démobilité de l'opinion populaire. Pourtant, comme l'explique Marc Echeverry en page 14, le plus important n'est pas encore fait. Ce que l'action des Basques a permis, c'est de remettre en mouvement toute la situation politique espagnole. Nul ne peut encore dire ce qu'il en sortira, mais une chose est d'ores et déjà certaine : à Burgos, une certaine forme de franquisme est morte.

Angleterre

La première grève politique depuis 1926 a eu lieu le 8 décembre. Elle était destinée à protester contre le projet de loi conservateur, visant à mettre en cause le droit de grève. Cependant, elle n'a pas été organisée par les syndicats officiels mais par un mouvement nouveau : celui des Comités de liaison des délégués d'ateliers. Et cela modifie considérablement la situation sociale dans le pays, c'est ce que nous a écrit, de Londres, André Hoyles (page 13).

TRIBUNE CULTURELLE



Un retour en arrière révolutionnaire (1)

Eliane Schweitzer

Ce livre bien structuré, qui s'appuie sur l'étude de tous les chantres de l'irrationnel américain nous livre l'état d'âme d'une certaine jeunesse de ce pays. Les grands responsables de nos maux aujourd'hui sont : l'esprit scientifique et la technocratie. Ils amoindrissent, dégradent, obstruent, tuent, violent, trompent... Les analyses de la gauche traditionnelle sont dépassées.

Marx réduit l'homme à sa dimension économique et « ne se soucie que de gouvernements à renverser, de classes dominantes, de systèmes économiques ». C'est un vulgaire technocrate. Mais heureusement l'« instinct salubre de l'espèce » est là pour bouleverser le monde et nous pousser vers des futurs meilleurs.

La lutte contre la technocratie se fera par le renversement de la conception scientifique « liée à un mode de conscience cérébral et égocentrique » et par l'édification d'une « nouvel-

le culture ». Cette dernière se fonde sur de « nouvelles expériences » réalisées à l'aide de ces « capacités qui naissent de la faculté visionnaire et (de) l'expérience de la communion humaine ».

Il s'agit d'une révolution personnelle d'où sortira une société faite de loisirs « avec moins de consommation et de progrès ».

« C'est le poète qui compte plus que l'idéologue, l'illumination a plus de valeur que la recherche. » Le tableau final sera un monde communautaire, où vivront des hommes libérés, qui auront retrouvé leur dimension réelle, c'est-à-dire celle du rêve, des extases, de l'imagination. La nature, la beauté et l'amour seront grandes amies qui guideront pas à pas cette vaste entreprise spirituelle.

Roszak et ses adeptes oublient que tous ces « bons sauvages » se gratteront, auront la peste, qu'il faudra aller à pied cueillir sa drogue au Pakistan,

que l'hiver fait partie de la nature, etc. Au diable l'avarice ! Admettons le merveilleux de ces futurs enchanteurs, mais avant de convaincre gentiment les Nixon, Pompidou, Franco... de se mettre des fleurs dans les cheveux, de fumer de l'herbe, de faire de l'introspection pour mieux comprendre son voisin, il faudra du temps et une grande force de persuasion ! Et ce ne seront pas les seuls à garder quelques réticences !

Si cette « doctrine » prête à sourire, ce livre demeure intéressant. Il reflète tout un courant de pensée aux Etats-Unis. Il rassemble d'une manière assez complète tous les apports disparates qui fondent cette « nouvelle culture ». Le ton est vif et la matière abondante. Ce livre est une curiosité « méritant le détour », son pittoresque et sa couleur locale valent une ou deux étoiles. □

(1) *Théodore Roszak* : « Vers une contre-culture ».

Films à voir

Naissance d'une Nation

Film profondément raciste, littéralement réactionnaire, en un temps où les Noirs étaient exclusivement interprétés par des acteurs blancs

déguisés... Et pourtant une forme révolutionnaire de cinéma dont s'inspira S.M. Eisenstein.

Les Héritiers

Du brésilien Carlos Dieguès, « Le peuple ne représente que des ombres qui passent, le devant de la

scène étant occupé par une bourgeoisie réactionnaire et féodale ».

Elise ou la vraie vie

De Michel Drach. M. Drach a pris les choses en main, il s'est personnellement occupé de la distribution et de la location des salles afin que ce film courageux sur le racisme puisse dépasser les limites du petit cercle des cinéphiles initiés.

Peau d'âne

Une nouvelle manière réaliste d'aborder à l'écran un conte merveilleux et populaire.

Revue à lire

Cinéma et Politique

Le numéro spécial de *Cinéma 70* constitue une passionnante série d'éléments à apporter au dossier.

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE ET IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F
Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -
PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belsey, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
26.000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS FIANCÉE A
UN MARIN GREC OU A
UN PILOTE DE LIGNE ?

La seule voie

Jean-Marie Vincent

L'année 1970 qui est en train de s'achever ne s'annonçait pas particulièrement facile pour le régime de M. Pompidou. Au début on n'était pas absolument certain que la politique économique du ministre Giscard d'Estaing (dévaluation, orientation vers l'exportation) allait réussir. On se demandait également si un front commun entre paysans, ouvriers, petits commerçants et étudiants n'était pas en train de se réaliser contre la réorganisation capitaliste de l'économie et de l'Etat, rendue, elle, indispensable par une participation plus grande de la France à la concurrence capitaliste internationale. Souvenons-nous ! Il y avait des manifestations paysannes, les routiers et les commerçants barraient les routes, démontrant ainsi qu'il y a toujours des moyens pour s'opposer à une police dotée des instruments les plus modernes. La presse devait souligner la dureté des conflits du travail et l'apparition de nouvelles formes de lutte dans les entreprises. L'offensive gouvernementale en faveur des « contrats de progrès » ne rencontrait que des succès limités.

Pourtant le régime surmonta les obstacles avec une assez grande facilité. La permanence d'une conjoncture économique favorable en Europe permit une stabilisation relative de la situation économique (avec une tendance à l'augmentation du chômage assez bien accueillie par le patronat). Les mouvements de grève restèrent localisés, privés de coordination et sans répercussions politiques immédiates. La classe ouvrière, par suite, ne put se présenter comme une force offrant aux couches sociales opprimées un point de ralliement et une perspective de lutte. Livrés à eux-mêmes les petits commerçants hésitèrent, furent tentés d'abord par des manifestations de désespoir, puis dans leur grande majorité se résignèrent. Les paysans prolétarisés ou en voie de prolétarianisation durent s'imposer des limites assez étroites dans la bataille contre les représentants de la propriété foncière ou du capitalisme. De leur côté les étudiants furent soumis à une répression de plus en plus dure sans pouvoir toujours y répondre de façon appropriée à cause de leurs divisions. Cet état de dispersion et d'émiettement des forces populaires permit même au gouvernement de passer à l'offensive (interdiction de la « Gauche prolétarienne », loi scélérate dite « anti-casseurs », etc.).

Depuis le régime semble toujours sur l'offensive. Malgré les protestations, la Cour de Sécurité de l'Etat fonctionne à tours de bras, les licenciements pleuvent dans les entreprises, les manifestants paysans se font lourdement condamner et on casse de l'étudiant avec vigueur, ces derniers temps. C'est pourquoi on ne peut guère s'étonner de l'impudence actuelle des barons qui nous gouvernent. M. Chaban-Delmas, dans un discours digne de figurer dans une anthologie de la pensée de Joseph Prudhomme à travers les âges, a osé déclarer, il y a quelques jours, que nous étions « dotés de toutes les libertés possibles et imaginables ». Et le même homme a eu le front de soutenir également « qu'on entre dans l'ignoble » lorsque la culture devient un instrument politique. Bien évidemment, il croit bon pour la société ce qui est bon pour sa classe et s'indigne qu'on puisse voir dans la culture autre chose qu'un passe-temps raffiné. Ce qui est révélateur ce n'est pas qu'il le pense, mais qu'il le dise aussi crûment. A ses yeux le rapport des forces est donc plus que favorable à la classe dominante.

Cela doit nous amener à réfléchir. Effectivement l'adversaire de classe est loin d'être à bout de souffle et le parti dominant, l'U.D.R., règle facilement ses querelles internes parce qu'il paraît au pouvoir pour longtemps (on ne quitte pas le bateau dans des circonstances pareilles !). Il ne peut être question, par exemple, de se fier à de prétendues lois qui feraient alterner les forces politiques au pouvoir (droite-gauche et ainsi de suite) et de s'en remettre aux prochaines élections. Si l'U.D.R. et ses alliés se sentent si assurés d'eux-mêmes, c'est bien parce que dans le cadre du jeu politique traditionnel les forces qui remettent radicalement en question le système économique et social ne peuvent s'exprimer et encore moins s'affirmer. Le danger pour la bourgeoisie, il n'est pas dans les opérations que peuvent tenter un Mitterrand ou un Savary (avec la bénédiction de Georges Marchais), il vient d'actions ouvrières comme celles de Condé-sur-Noireau où de Fougères qui attaquent le capitalisme à son fondement et bousculent les règles établies. Ce danger, il est vrai, est encore plus potentiel que réel : personne n'imagine que tout va brusquement changer à partir de ces grèves. Mais la tâche d'une

avant-garde doit être précisément d'aider au développement de cette insubordination ouvrière en apportant son soutien à de telles luttes en les prolongeant hors de l'entreprise. C'est à partir de là que peut croître un mouvement politique de masse où les formes et les objectifs de lutte et la lutte elle-même sont contrôlés démocratiquement, c'est à partir de là que le pouvoir subira ses défaites les plus graves.

L'opposition, aujourd'hui, apparaît dominée par le centrisme de J.-J. S.-S. ou par l'entente (précaire et limitée) du P.S. et du P.C.F. Mais ce serait sacrifier l'avenir au présent (et à un présent mal compris) que de se laisser impressionner par cet état de l'opinion car cette opposition n'est guère capable de vigueur et réagit au jour le jour. Dans la discussion avec le P.C.F., nous avons, à propos des municipales, tenté d'indiquer une autre voie, celle d'une bataille de classe, d'une bataille incessante contre le pouvoir d'Etat. Nous la suivrons, quelles que soient les difficultés car elle seule conduit hors des ornières et des mares stagnantes de l'opportunisme.



Les nouveaux reporters
Photo S.N.I.-C.G.T.



Roger Viollet

politique intérieure

Le PCF fête ses 50 ans

Victor Fay

Le Parti communiste français va fêter son 50^e anniversaire. Quand la majorité des délégués au congrès de Tours s'est prononcée en décembre 1920 pour l'adhésion à l'Internationale Communiste, une minorité, représentant à peine un quart des mandats, a décidé de quitter le parti et de maintenir la « vieille maison ». Le P.C.F. perpétue donc légalement le parti socialiste unifié, fondé en 1905.

Cette continuité formelle a été démentie par une discontinuité réelle. En adhérant à l'Internationale Communiste la majorité du vieux parti ignorait à quoi elle s'engageait. Elle voulait rompre avec le « socialisme de guerre » et « d'union sacrée », proclamer sa solidarité avec la Russie des Soviets et son désir de s'inspirer de l'exemple bolchevique pour la révolution en France.

Hélas ! le congrès de Tours a marqué le reflux de la vague révolutionnaire. Les illusions se sont vite dissipées. La plupart des dirigeants, portés par la vague, ont quitté le parti dès qu'ils se sont aperçus de la vanité de leurs calculs. Parmi les nouveaux adhérents, traumatisés par les souffrances de la guerre, dominait l'idée que l'heure de l'assaut final contre le capitalisme était arrivée. La plupart d'entre eux n'étaient nullement préparés à entreprendre une lutte de longue haleine contre le régime, avec tous les risques qu'elle comportait.

L'adhésion enthousiaste de Tours ne reposait pas sur une connaissance, même approximative, des principes et des conditions d'adhésion de l'Internationale Communiste. Contrairement aux communistes allemands et polonais, inspirés par Rosa Luxemburg, aux communistes italiens, animés par Antonio Gramsci, les adhérents français de la III^e Internationale élevés dans la tradition jaoussiste ou guesdiste ne disposaient, à l'exception d'un petit groupe de syndicalistes révolutionnaires, ni d'un acquis théorique, ni d'un centre de direction permettant, par leurs propres forces, de transformer le parti.

Cette mutation n'a pu aboutir que grâce à des interventions fréquentes du Komintern. Elles ont eu lieu tout au long de l'existence du P.C.F., publiques d'abord, occultes ensuite ; elles se sont poursuivies, émanant directement du P.C.U.S., même après la dissolution du Komintern et du Kominform. Elles ont contribué à la formation d'un « parti de type nouveau ». Bien entendu Moscou ne pouvait imposer au P.C.F. que la politique qu'il menait lui-même, léniniste à l'origine puis de plus en plus typiquement stalinienne.

C'est sous l'impulsion du Komintern que le P.C.F. s'est opposé, à partir de l'occupation de la Ruhr (1923) puis de la guerre du Rif (1925) aux visées de l'impérialisme français. Cette rupture brutale avec les valeurs nationales et les idées acquises a donné au recrutement du parti une tournure nouvelle. La sélection se faisait en fonction d'une plate-forme de lutte contre le régime, dans toutes ses manifestations. Le parti n'y est parvenu qu'en s'isolant, par suite de son attitude sectaire, du gros des forces ouvrières.

Si le P.C.F. n'a jamais pu appliquer les 21 conditions d'adhésion, posées par le deuxième congrès du Komintern (1920), il a dû se réorganiser, à partir de 1925, sur la base de cellules d'entreprises, malgré les réticences des ouvriers subissant la répression patronale et policière. En changeant sa politique et sa structure, le P.C.F. a, en même temps, changé sa composition sociale : il est devenu un parti essentiellement ouvrier, ou plutôt, en raison de la faiblesse de ses effectifs, celui de l'avant-garde ouvrière.

Tout en contribuant à la formation d'un tel parti, le Komintern a privé celui-ci de son self-government et en a fait l'une de ses sections les moins adaptées aux particularités nationales. En écartant et en nommant des dirigeants au gré des changements décidés à Moscou, il a empêché le P.C.F. de dégager et de former ses propres cadres et élites, ce qui a fait de ses dirigeants les exécutants dociles des

consignes souvent mal adaptées à la situation française. Un tel comportement ne pouvait qu'accroître l'isolement du parti et favoriser ses tendances sectaires.

Il en a résulté le divorce entre l'avant-garde, entraînée à avancer et à reculer, selon les circonstances, sans en demander les raisons, et l'élite dont la fonction essentielle est d'analyser la situation et d'élaborer une politique conforme à cette situation. Les conséquences de cette séparation entre l'avant-garde et l'élite ont été graves. Les cadres du parti, formés à l'école de Moscou, ont appris à se battre, mais ils ont désappris à penser et à exercer leur sens critique. Ainsi, l'influence du Komintern sur le P.C.F. a été à la fois positive et négative : positive, car elle a permis de créer un parti d'inspiration révolutionnaire et de composition ouvrière ; négative, car elle a empêché le parti de former ses propres élites, lui a imposé les méthodes staliniennes d'organisation et d'action ainsi qu'une politique soumise aux intérêts soviétiques.

Entre 1924 et 1934, le P.C.F. a vécu plusieurs crises de direction (exclusion de Souvarine, de Rosmer et Monatte, de Treint, etc.), qui ont façonné un parti replié sur lui-même, pratiquant une tactique du « front unique à la base » et du refus d'unité d'action avec les dirigeants socialistes. Faut-il s'étonner que, traité de « principal soutien social de la bourgeoisie » et de « social-fasciste », selon les injonctions de Staline, le parti socialiste, voué au rôle peu reluisant de volaille à plumer, ait refusé tout contact avec le P.C.F.

Le danger de guerre et de fascisme devenu imminent avec l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne (janvier 1933), a enfin amené Staline à rechercher l'alliance de l'U.R.S.S. avec les démocraties occidentales et des partis communistes avec les partis socialistes. Le tournant a été pris en 1934, quand ont été conclus les accords d'unité d'action avec les chefs socialistes. Staline ne s'en est pas contenté et a

décidé d'étendre ces accords aux partis bourgeois de gauche.

C'est ainsi qu'a été scellé en France le « front populaire », englobant les partis radical, socialiste et communiste. Le gouvernement Léon Blum, issu de cette alliance, a fait voter, sous la pression des masses, d'importantes réformes sociales, avant d'adopter la politique de non-intervention en Espagne qui, combattue par les communistes, a désorienté et désarmé l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Parti ouvrier de masse, ayant, après le bref intervalle du pacte germano-soviétique, réintégré la communauté nationale, le P.C.F. renonce, lors de la libération du pays, à toute velléité de conquête révolutionnaire du pouvoir, décide de dissoudre les comités de libération et les milices populaires, appelle les ouvriers au travail et participe aux gouvernements d'union nationale. Il s'empare de la direction de la C.G.T., instrument puissant de pénétration dans les usines. Ecarté du pouvoir en période de guerre froide (1947) inconditionnellement dévoué à l'U.R.S.S., il garde, malgré une tactique parfois aventureuse, une influence prépondérante sur la majorité de la classe ouvrière.

De Staline et d'U.R.S.S., il accepte tout, les yeux fermés : les procès des vieux bolcheviks, des prétendus titistes, des « assassins en blouse blanche ». Il approuve la rupture avec Tito, la répression de Budapest en 1956. Même après la mort de Staline, Maurice Thorez reste fidèle à son passé de « premier stalinien de France », il s'efforce de freiner la destalinisation déclenchée au 20^e congrès du P.C.U.S., de maintenir le régime de centralisme bureaucratique à l'intérieur du parti.

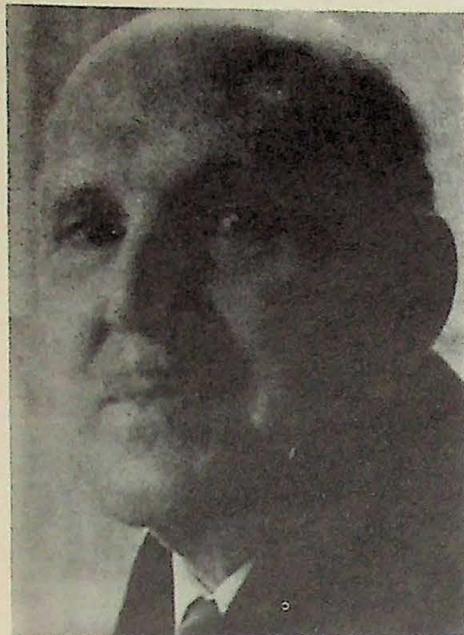
D'où les éliminations successives de ceux qui, du vivant de Thorez, ont osé critiquer la direction (Marty, Tillon). Il a fallu l'invasion de la Tchécoslovaquie pour que le P.C.F. désavoue l'U.R.S.S. Il revient peu après sur ce désaveu, approuve la « normalisation » imposée à Prague, tout en proclamant sa résolution de préserver en France les libertés démocratiques, pendant la période de « démocratie avancée » et de transition au socialisme.

D'un parti révolutionnaire, sectaire et peu nombreux, le P.C.F. est devenu un puissant parti ouvrier qui, bien que profondément attaché à l'U.R.S.S., a su concilier une politique réformiste, ouvertement proclamée en mai 1968, avec une structure de type stalinien. Il a réduit le parti socialiste au rôle d'une force marginale, tout en cherchant à conclure avec lui des accords électoraux, malgré les accointances d'une importante fraction socialiste avec les centristes. Il ne redoute plus une concurrence à sa droite et tend à imposer son hégémonie au sein d'une alliance de type front populaire, dont il préconise la création.

Il réagit, en revanche, avec une particulière violence, à toute tentative de le tourner sur sa gauche et traite les « gauchistes », qu'ils soient trotskystes ou maïstes, « d'aventuriers » et « d'agents provocateurs » ; il ne les défend que du bout des lèvres contre la répression policière et judiciaire. Son hostilité au P.S.U., à qu'il il reproche sa solidarité avec les « gauchistes » persécutés, ne se dément pas. Ayant renoncé à la voie révolutionnaire, le P.C.F. prône l'accession pacifique au pouvoir d'une coalition des partis de gauche. Il se cantonne en attendant dans le rôle d'interlocuteur privilégié du gouvernement et d'opposition de sa majesté, respectueuse de la légalité gaullienne, dont il sous-estime, parce que n'étant pas directement concerné, les tendances autoritaires et répressives. □

Sur le front des luttes

Luttes ouvrières



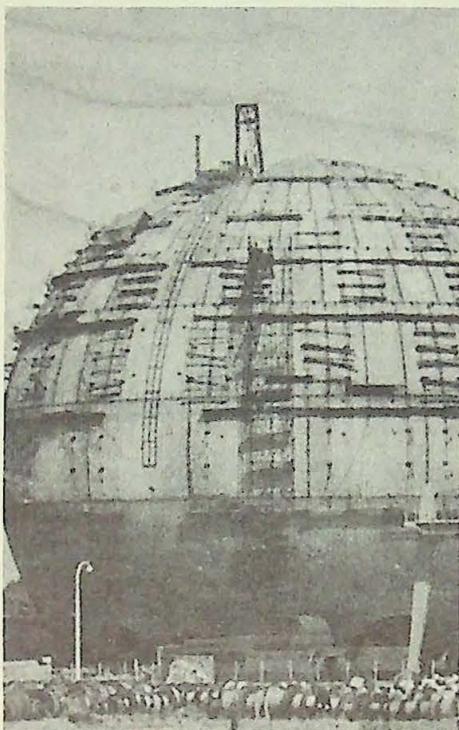
ADNP

● Dassault

Marcel Dassault a déclaré dernièrement à la télévision qu'il était patron pour donner du travail aux ouvriers. Du coup, le personnel de Boulogne vient de décider de ne plus travailler en équipes et de refuser les heures supplémentaires. Les horaires sont donc par force ramenés à 40 heures et Dassault n'est pas content. On n'a sûrement pas compris ce que voulait dire ce monsieur lors de son passage à la télé...

● Répression

Les débrayages qui ont eu lieu sur tous les chantiers de la société Comsip-Automation n'ont pas plu à la direction. Elle vient de décider la fermeture du chantier de la centrale nucléaire de Saint-Vulbans (Ain). Les 52 ouvriers seront ou mutés ou licenciés. C'est pratique et rapide.



Agip



Collombert

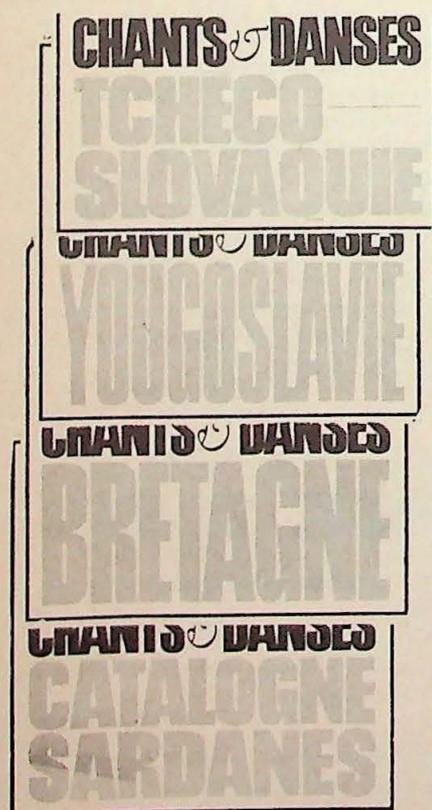
● La vache qui rit jaune

Les travailleurs de la fromagerie Bel à Cléry-le-Petit (Meuse) se sont mis en grève le 11 décembre dernier. Ils demandent des augmentations de salaires. Comme les grévistes occupent l'usine, la direction a fait citer les responsables syndicaux devant les tribunaux.

● Le Creusot

Les travailleurs de Creusot-Loire demandent 10 % d'augmentation, la direction propose 4 %. En conséquence des grèves perlées et des arrêts de travail ont lieu depuis bientôt quinze jours. □

Songez à offrir...



...des disques

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 6

— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEEZY	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F

Prix réel : 112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Inventaire 70

Jacques Ferlus

Les travailleurs ne respectent plus rien. A quelques jours de Noël, la traditionnelle trêve des confiseurs n'est pas observée. Alors que tout aurait pu se calmer, voilà que soudain les mineurs de Faulquemont manifestent contre la fermeture de leurs puits et séquestrent, à quelques dizaines de mètres sous terre, trois ingénieurs. Le puits ne devant fermer qu'en 1973, ils auraient bien pu attendre quelques jours.

A Condé-sur-Noireau (Calvados) les cinq cents travailleurs de l'usine Ferrero se sont mis en grève illimitée pour s'opposer au licenciement d'un de leurs camarades accusé « d'injures et de menaces envers un supérieur ».

A l'heure où nous écrivons les travailleurs du service transports de la Sollac sont toujours en grève. Ils n'ont pas encore obtenu leur augmentation de salaires.

Sécurité de l'emploi à Faulquemont, répression à Condé-sur-Noireau, salaires à la Sollac — trois revendications typiques de l'année 1970.



Collombert

Des conflits nombreux et efficaces

On ne peut faire l'inventaire des luttes ouvrières de la même manière que celui d'un magasin, celui des jours de pluie ou des kilomètres parcourus par la S.N.C.F. L'avancée du mouvement ouvrier ne s'évalue pas en nombre mais en efficacité.

Quoi qu'il en soit il faut relever que l'année 1970 a été féconde en conflits. Tous les secteurs de l'industrie ont connu des grèves. Le plus souvent elles se sont déclenchées subitement, suite à une prise de conscience rapide d'une situation difficile, ou en riposte à une initiative du patronat.

Ainsi au début de l'année ce sont surtout les salaires qui ont motivé les conflits. Les augmentations étaient considérées comme nécessaires suite à l'augmentation rapide du coût de la vie. Avant même que les syndicats aient pu agir par l'intermédiaire des organismes traditionnels de négociation et de concertation, des grèves éclataient notamment dans les secteurs réputés pour leurs bas salaires.

Face à cette montée généralisée des luttes, le patronat tenta de s'en sortir par la répression. Les conflits devinrent plus durs (papeteries Navarre à Roanne, Encyclopédia Universalis à Paris, Caterpillar à Grenoble).

Les grèves de 1970 sont caractérisées par leur efficacité, notamment en matière de salaires. La moyenne de plus 9 ou 10 % pour l'année ne peut pas être considérée comme un geste du patronat, mais comme une conquête ouvrière.

L'efficacité conduit forcément à un développement de la conscience, à des perspectives plus grandes. Les travailleurs ont tout particulièrement contesté l'organisation et la gestion capitalistes des entreprises. De véritables initiatives de contrôle ont été prises à la S.N.P.A. à Lacq, à la Redoute à Roubaix, chez Berliet à Vénissieux.

Sur la fin de l'année toutes les revendications (salaires, droit syndical, conditions de travail, contrôle) étaient présentes dans la plupart des conflits.

L'année des grands magasins

C'est en janvier dernier que les premiers conflits importants ont éclaté dans les grands magasins : **Nouvelles Galeries** de Saint-Laurent-du-Var et Lille, **Famiprix** de Vigneux. Pour accentuer la portée de ces actions, des militants syndicaux se sont lancés dans une longue grève de la faim. Critiquée à l'époque par une partie du mouvement syndical, particulièrement la C.G.T., cette initiative devait faire passer un important courant de mobilisation dans tous les grands magasins. Sur la fin de l'année, des grèves et des manifestations avaient lieu un peu partout. C'est une nouveauté car ce secteur connaissait depuis toujours un calme relatif.

En fait il s'agit là du seul conflit généralisé pour l'année. Ce n'est pas à ce titre qu'il doit être relevé, mais parce qu'il ne concerne pas un secteur de la production.

C'est la première grande manifestation du secteur tertiaire qui de plus en plus, à cause des cadences et de la répartition des tâches qu'on impose aux travailleurs, connaît des problèmes semblables à ceux des secteurs productifs.

1970 marque l'entrée du secteur tertiaire (plus de 40 % des travailleurs) dans la lutte ouvrière organisée.

L'échec des contrats de progrès

L'année s'est ouverte sur une querelle autour des contrats de progrès. Le mouvement ouvrier n'était pas unanime à les rejeter. La C.G.T. organisait un référendum auprès des travailleurs de l'E.G.F. pour dénoncer cette pratique. Dans le même temps Georges Séguy se réjouissait de celui qui entrait en vigueur chez Berliet.

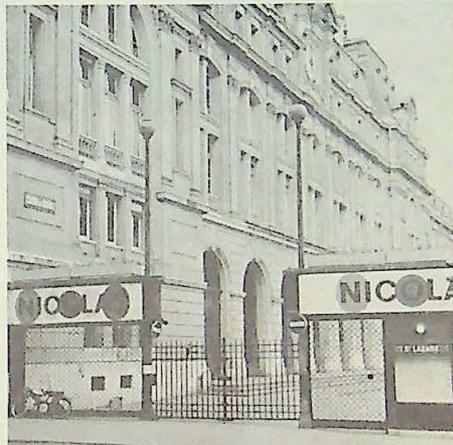
Quelques mois plus tard, ce même contrat Berliet faisait la démonstration de son inefficacité. Malgré lui, une grève se déclençait pour l'obtention d'avantages pécuniaires.

Au bout d'un an les agents de l'E.G.F. comme tous ceux du secteur public, s'aperçoivent que ces fameux contrats leur ont fait obtenir moins qu'à ceux des travailleurs du secteur privé qui se sont battus. Aujourd'hui la S.N.C.F., qui est restée très calme tout au long de l'année, prévient qu'il n'en sera pas de même l'an prochain.

Les contrats de progrès sont un échec, le pouvoir n'a pas réussi sa tentative d'intégration du syndicalisme.

Quant à la politique contractuelle dans son ensemble, il semble bien que malgré les grandes déclarations officielles on n'en attende plus grand chose. On n'en a pas moins accéléré la procédure de mise en place de la mensualisation et signé avant les vacances l'accord sur la formation professionnelle. Ces deux initiatives visaient surtout à freiner la colère des travailleurs. Aujourd'hui ceux-ci s'aperçoivent que nombre de patrons doivent se faire tirer les oreilles pour mettre en place la mensualisation. On doit parfois aller jusqu'à la grève.

La formation professionnelle n'a pas provoqué l'enthousiasme qu'on en attendait. Le patronat ne veut financer que ce qui lui profite directement et immédiatement. Les travailleurs se demandent si cette politique n'aura pas d'aussi piètres résultats que la fameuse participation aux bénéfices des entreprises.



Collombert

Le renforcement du syndicalisme

C'est peut-être l'année de la transition pour le syndicalisme. Les grandes centrales syndicales ont parfois paru déphasées par rapport à la lutte concrète des travailleurs. Le nombre des exemples est allé en diminuant au cours des mois. Dans les entreprises, les syndicats se sont presque toujours situés au cœur des problèmes, en liaison étroite avec les travailleurs. Ils ont su répondre aux aspirations : ils ont assumé leurs responsabilités ; ils ont conduit les conflits à des résultats concrets.

Plus que jamais les syndicats d'entreprises pèsent d'un grand poids dans les orientations et les décisions des fédérations et des confédérations. Si aujourd'hui la C.G.T. et la C.F.D.T. renouent le dialogue et s'accordent sur un certain nombre d'actions à mener, c'est sous la pression de leurs bases respectives.

Le congrès de la C.F.D.T. en mai dernier a tout autant servi cette centrale que la C.G.T. Il y est apparu que les travailleurs n'attendaient plus que tout vienne du syndicat, mais qu'ils souhaitent que celui-ci devienne le porte-parole, le multiplicateur des actions de la base. Il reste aux confédérations à donner une forme à cette aspiration.



Elie Kagan

Perspectives 1971

Il ne semble pas que les mois qui viennent apporteront une amélioration dans la condition des travailleurs. Le pouvoir n'a plus rien à offrir pour parer la colère. Aurait-il quelque chose, cela n'inspirerait plus confiance maintenant que tout le monde a pu se rendre compte de l'inefficacité de la politique Chaban-Giscard.

Rien n'est prévu pour tenter de résorber la montée du chômage. Déjà des licenciements massifs se produisent ou sont annoncés pour les mois qui viennent. Lorsqu'on regarde la situation actuelle des travailleurs dans l'entreprise, on s'aperçoit qu'elle est, sur bien des points, identique à celle de la fin 1967 et du début 1968. Est-ce à dire que nous allons vers des affrontements semblables à ceux qui suivirent cette période ? Il est certain que les travailleurs sont actuellement plus prompts à déclencher le conflit qui leur permet de poser leurs problèmes et satisfaire leurs revendications. La classe ouvrière est aujourd'hui beaucoup plus consciente de sa force.

Pour 1971, il faut donc s'attendre à un développement des luttes aussi bien en nombre qu'en degré de combativité. Reste à tout mettre en œuvre pour offrir aux travailleurs un débouché politique valable et efficace. Ce n'est qu'à ce moment là qu'ils n'hésiteront plus à lancer le dernier combat. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)

C.C.P. Paris 58.26.65

Les agents du fisc en lutte

J. Christian

Une grève générale de quatre jours vient de se terminer à la Direction générale des impôts. Lancé par les quatre syndicats (C.G.T., F.O., C.F.D.T., Syndicat Unifié...) le mouvement a été suivi par 80 % des agents, fait déjà assez rare pour qu'il mérite d'être signalé.

La fiscalité se complique de plus en plus et les agents voient s'accroître leurs tâches. Devant cette situation l'administration a embauché 7.000 auxiliaires mal payés et sans garantie d'emploi, ne créant parallèlement aucun poste de titulaire.

Au mois de septembre la direction mit au monde un nouvel imprimé qui se donnait pour fonction de contrôler au jour le jour la « rentabilité » des agents. Unanimement ceux-ci refusèrent de le remplir et, suite aux mises en demeure de l'administration, ils engagèrent une grève administrative en bloquant à tous les échelons les documents.

Devant le silence du ministre et de son directeur général qui espéraient le pourrissement du mouvement avant Noël (primes et congés...), les syndicats consultèrent la base sur l'éventualité du recours à une grève générale illimitée : à leur grande surprise 70 % du personnel s'y montra favorable.

Pendant dix jours l'administration se contenta — de nouveau — de faire de vagues promesses.

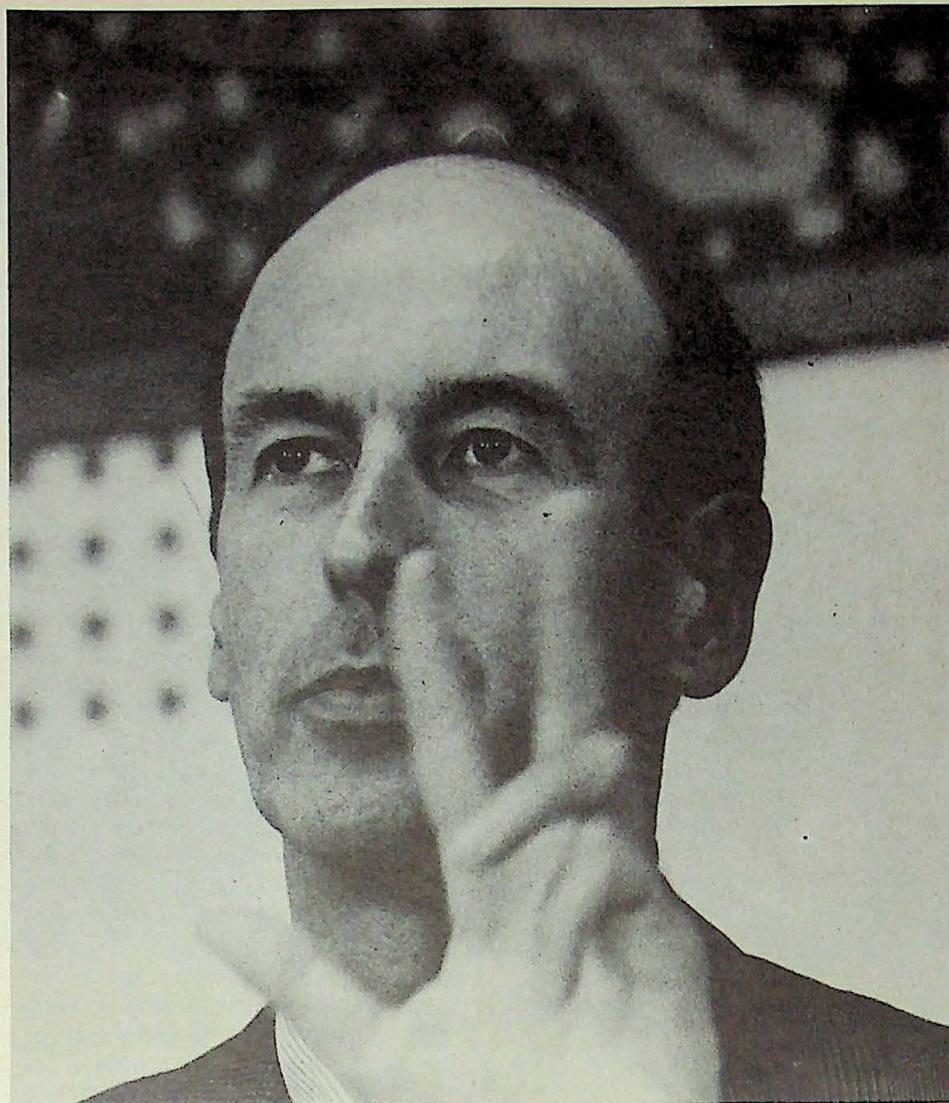
Le 11 décembre les syndicats lancent le mot d'ordre de grève illimitée pour le 15 (soit 17 jours après la consultation). La grève est suivie par 80 % des agents : étonnement car il s'agit d'un milieu habituellement peu combatif, les fêtes approchent, des menaces pèsent sur les auxiliaires...

Le sabotage de la lutte

Dès le premier jour des bruits « incontrôlés » font état du fait que la grève « illimitée » se terminera le jeudi suivant...

Et le mercredi lors d'une assemblée générale parisienne, il apparaît nettement que, contrairement à l'avis de la grande majorité des présents prêts à étendre l'action, les syndicats souhaitaient la fin de la grève (« Vouloir obtenir l'essentiel est totalement irréaliste et aventuriste », déclare un « responsable » de la C.G.T.).

Le lendemain jeudi dans certains services, la C.G.T. essaye de faire reprendre le travail sous prétexte que l'administration refusait de négocier



AFP

les quelques points « acquis » (c'est-à-dire les mêmes promesses qu'avant la grève) sont déjà une victoire même s'ils sont secondaires.

Lors de l'assemblée générale de l'après-midi de jeudi, le même « responsable » de la C.G.T., pour répondre aux « calomnies » qui, dit-il, courent sur son compte, se prononce véhémentement pour l'unité d'action. A 18 heures, la C.G.T. — « pour ne pas troubler les fêtes de fin d'année à trois mois des municipales » — appelle à la reprise du travail pour vendredi !

Auparavant les militants du P.S.U., face à l'attentisme des syndicats avaient imposé l'organisation d'une manifestation devant le ministère des Finances pour le lendemain afin de montrer la volonté des personnels de la D.G.I. et de sensibiliser l'opinion.

Le vendredi c'est la confusion. Seuls les trois autres syndicats maintiennent la grève et reprennent le mot d'ordre de manifestation pour le soir. Mille personnes se retrouvent devant le ministère aux cris de « Justice fiscale... Justice sociale », « Titularisation des auxiliaires », « A bas les interventions », « Augmentation des effectifs », « Ce n'est qu'un début ; continuons le combat ».

Mais l'unité rompue, le mouvement s'effrite. Le tract qui, quelques jours avant, appelait à la grève se terminait ainsi : « Nous sommes engagés dans une action d'une importance capitale dont le succès déterminera pour une large part l'avenir des personnels de la Direction générale des impôts. » C'était vrai : son échec hypothèque lourdement la relance éventuelle du mouvement !

Au-delà de cette lutte, nous pensons que la question qui est posée est celle du type d'action de masse dans la fonction publique.

Quelques leçons

En effet le syndicalisme que nous connaissons aujourd'hui (qu'il s'agisse de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. ou des Autonomes) est non seulement *uniquement professionnel* mais il apparaît bien plus comme un rouage de la machine administrative. L'essentiel de l'action syndicale se passe dans des commissions qui réunissent les « mandarins » de l'administration et les représentants des syndicats. Le syndicat aide l'administration pour l'information des agents et du public, il est en quelque sorte l'huile pour que fonctionne mieux la machine d'oppression du peuple par le biais de la fiscalité.

Car n'oublions pas qu'en régime capitaliste l'impôt ne peut qu'être un moyen d'augmenter les profits. Doit-on rappeler ici l'importance croissante des impôts sur la consommation qui frappent tous les contribuables sans distinction de revenus ; doit-on rappeler l'inexistence de l'impôt sur le capital et la disparition progressive des impôts sur la fortune (successions, etc.), doit-on rappeler que l'impôt direct sur le revenu frappe essentiellement les salariés qui, eux, ne peuvent dissimuler leurs revenus. D'autre part, la fameuse fraude fiscale contre laquelle le ministre prétend lutter « énergiquement » est encouragée par les multiples « interventions » de la haute administration et des ministres pour que les agents ferment les yeux sur certains dossiers...

Songez à offrir...

CHANTS & DANSES
TCHECO
SLOVAQUIE

GRANDS DANSES
YOUGOSLAVIE

GRANDS DANSES
BRETAGNE

GRANDS DANSES
CATALOGNE
SARDANES

...des disques

Enfin il faut savoir que la corruption des inspecteurs est souvent de mise. Certains agents se laissant tenter par les petits cadeaux qui entretiennent l'amitié... de bons capitalistes !

Aussi les agents de la Direction générale des impôts ne sont-ils que des rouages et ne peuvent-ils se définir que par rapport à la fonction de « flic-du-fisc » (et du capital) qu'ils remplissent.

Comment peuvent-ils alors agir pour mettre en cause dans leurs luttes le système dont ils assurent l'existence et s'affirmer ainsi solidaires de la classe ouvrière dans son combat pour le socialisme ?

● Il faut que les travailleurs de la fonction publique, unis avec la classe ouvrière, se battent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ; qu'ils contestent aussi la hiérarchie des pouvoirs et des revenus, qu'ils exigent un statut unique des fonctionnaires par la titularisation des auxiliaires et l'intégration des diverses primes aux salaires...

● Il faut que l'action syndicale s'oriente aussi vers la mise en cause du caractère de classe de la fiscalité : — en demandant aux agents de refuser de se plier aux « interventions » des suppôts du régime et en dénonçant publiquement ce scandale ainsi que la corruption ;

— par la lutte qui ne doit plus prendre la forme de mini-grèves mais employer des moyens d'action nouveaux (type grève du zèle ou grèves administratives totales) visant finalement à bloquer la mécanique d'exploitation par la fiscalité et à couper les vivres à l'Etat de la bourgeoisie. □

Une rentrée réussie

De notre correspondant

A Poitiers, la rentrée universitaire, comme Guichard l'avait demandé, a été « réussie à 99,5 % » : non pas dans les anciens bâtiments des facultés de Droit et des Lettres, mais dans des constructions toutes neuves, luxueuses jusqu'à la provocation (surtout en Droit : du marbre par terre, des moquettes murales, des bois précieux placés dans les couloirs, des sièges rembourrés dans les amphithéâtres où des petits étudiants-bien-sages viendraient prendre conscience de leur appartenance à l'élite de la nouvelle société).

Il y a juste deux ou trois brouilles qui laissent à désirer : pour assurer le rendement, Hernandez, l'entrepreneur, a fait trimer ses travailleurs immigrés jour et nuit, par tous les temps, et les accidents se sont multipliés ; un jour de tempête un mur s'est écroulé, l'année dernière : un mort. Il y a eu deux morts sur le chantier et de nombreux blessés graves.

Mais ça ne fait rien. Le maire U.D.R. Vertadier est content — les municipales approches —, le recteur est content, les doyens sont contents, l'entrepreneur Hernandez est content ; tout le monde est content : c'est grand, c'est beau, ça a permis pas mal de profits, et puis c'est fini juste à temps. Ou presque.

Première manifestation

C'est que le campus de Poitiers est traversé par une route nationale, étroite en ce lieu à cause des travaux qui continuent. Chaque jour, on compte environ cinq à six mille étudiants et usagers du campus qui sont obligés de traverser la route à cet endroit. On compte aussi, en six semaines, 26 accidents dont deux mortels. Ça ne peut plus durer.

Le jeudi 10 décembre, des militants politiques parmi lesquels ceux du P.S.U., de la Ligue Communiste et des camarades marxistes-léninistes organisent une manifestation à cet endroit. Les automobiles sont détournées et les étudiants expliquent leur action qui est très bien comprise. Sur la banderole : ouvriers, étudiants, même combat pour la sécurité. L'après-midi, un tract est distribué à la population. A Poitiers, la politique de prestige, on sait ce que c'est : la municipalité a investi 440 millions dans un centre équestre où il faut payer 100 F d'inscription et 40 F par mois de cotisation pour qua-

tre leçons ; le parking gratuit — et public — du centre-ville a été remplacé par une immense place dallée avec des jets d'eau ; mais il a été construit tout près un parking payant — et privé ; l'entrée de la « patinoire olympique » coûte 8,50 F, sauf pour Sheila quand elle vient se faire filmer pour la télévision ; à la ZUP des Couronneries, la place de Bretagne a coûté plus de 100 millions pour quelques jets d'eau multicolores qui n'ont d'ailleurs jamais fonctionné parfaitement.

Le vendredi, vers midi, en cinq minutes, deux accidents se produisent, presque au même endroit. Aussitôt, une manifestation spontanée bloque la route. Les trois à quatre cents étudiants qui s'y trouvent scandent quelques mots d'ordre de la veille : « Assez de morts sur le campus », « Vertadier responsable », « Vertadier assassin », « A bas l'urbanisme de profit », « Ouvriers-étudiants-sécurité ». Au même moment se déroule à la fac de Droit un congrès européen de droit pénal, auquel assistent toutes les autorités locales. Un buffet froid mais copieux leur était dressé sur place. Les manifestants font irruption dans la fac, s'emparent des petits fours, du vin bouché et des saumons fumés pour aller les distribuer aux ouvriers du chantier. Il y a eu quelques verres cassés : les manifestants n'ont pas pu assurer la sécurité de la vaisselle.

La manifestation n'est pas dispersée par la police ; c'est qu'elle ne gêne personne. Les manifestants en tirent la leçon immédiatement et décident de descendre en ville afin d'informer la population et chargent les voitures disponibles. Le défilé commence, rassemblant trois cents personnes ; il n'ira pas loin : sans sommation, les C.R.S. chargent à la matraque et embarquent cinq camarades. C'est clair : les capitalistes peuvent exploiter, tuer, se moquer des règles élémentaires de sécurité ; mais surtout, il ne faut pas le dire.

Franco - Marcellin même combat

Le lundi, une manifestation est prévue à 18 heures pour protester contre le procès de Burgos. Les étudiants se mobilisent dans les facs, suspendent les cours, et font rapidement le lien entre la répression en France et la répression en Espagne : des manifestants du vendredi risquent toujours d'être inculpés, sous le coup de la loi

« anti-casseurs ». A 18 heures, le représentant de la F.E.N. fait un long discours avant la manifestation ; il se croit obligé de citer Bernanos pour ouvrir le dossier de l'Espagne. La foule répond par les mots d'ordre : « France-Espagne, mêmes patrons, mêmes flics », « Franco-Marcellin, même combat ». Après l'ordre de dissolution de la F.E.N., le gros de la manifestation continue au centre-ville. On n'entend plus crier « Amnistie-liberté », mais « Franco-Marcellin assassins ». Pendant ce temps-là, un nouvel accident a lieu sur le campus : il y a un mort.

A la sortie d'une assemblée générale réunissant plus de 1.200 personnes, dans le grand amphithéâtre de la fac de Droit, le mardi soir, un nouvel accident se produit : une nouvelle fois, la mobilisation se fait sur place. Après avoir bloqué la circulation sur la route avec des matériaux divers, les étudiants décident d'aller ensemble manifester vers le centre de Poitiers, en bloquant la circulation en divers points. Cette fois encore, ils se trouvent bloqués par un cordon de C.R.S. qui chargent plusieurs fois, refoulant les étudiants jusqu'au campus. Les mêmes slogans sont scandés, accompagnés de mots d'ordre contre la répression. Puis les grenades pleuvent sur le campus : les flics, à leurs radio-téléphones, citeront le chiffre de 450, au chlore, offensives et C.B. ; 2.000 étudiants, rejoints par quelques professeurs et des travailleurs, acceptent de continuer à manifester et construisent trois barricades.

Le mouvement s'organise

C'est la répression qui cristallise le mouvement.

C'est ainsi que les étudiants se retrouvent plus de trois mille le mercredi après-midi au centre de Poitiers, puis près de quinze cents à la ZUP. En tout, la manifestation dure deux heures et demie. On ne voit ni casque ni képi.

Le jeudi, le mouvement, soudé par la répression, s'organise en commissions de travail : sécurité, répression, information, rôle de l'université. D'emblée, il est proposé de créer des structures permanentes du mouvement, dont le travail doit continuer après les vacances de Noël ; surtout à propos de l'information dont il faut bien se charger soi-même.

Le mouvement étudiant se reconstruit dans la lutte, sans struc-



Jean Potier

ture creuse, sans bureaucratie : les décisions sont prises en assemblée générale ; les fonds sont collectés selon les besoins immédiats.

Dans la nuit du jeudi au vendredi, les murs extérieurs des facs de Droit et de Lettres sont couverts d'inscriptions signées « les Maos », des fauteuils sont incendiés. L'assemblée générale réunie vendredi dans la matinée ne condamne pas les auteurs de ces inscriptions dont elle approuve le contenu : « ici un ouvrier tué, des ouvriers mutilés, vengeons-les », « des palais pour les futurs patrons, des taudis pour

ceux qui triment »... Elle regrette simplement que des camarades aient employé ces moyens trop facilement utilisables par la presse bourgeoise pour discréditer le mouvement aux yeux de l'opinion.

Leçons et perspectives

Le « Mouvement », comme tout le monde le baptise ici, est beaucoup plus qu'une protestation éphémère. Les étudiants de Poitiers y ont découvert quelque chose que Mai 1968 ne leur avait fait qu'entrevoir : la force de leur nombre. Quand on sait qu'on peut se retrouver à plus de 3.000 dans la rue, on n'a plus le droit d'être sceptique ; quand on a passé avec 2.000 camarades une nuit au coude à coude au milieu des grenades et des barricades enflammées, on ne rentre pas de gaieté de cœur dans les normes répressives de la légalité bourgeoise. Sur les barricades, dans les manifestations, l'atmosphère était à l'optimisme... une sorte de kermesse baignée de gaz lacrymogènes... Confusément encore, les assiégés du campus se sentaient libérés : ils avaient osé tenter l'épreuve de force et les faits leur avaient donné raison : ils y puisaient une vigueur insoupçonnée et une immense confiance en eux.

Et puis on a compris que Nanterre n'était pas au bout du monde, que les C.R.S. chargent aussi en province, même si leurs grenades sont parfois rouillées faute d'un renouvellement suffisant des stocks. On a vu des camarades matraqués sur le campus, d'autres blessés par les grenades, on a entendu la radio des flics faire appel à des renforts et on a pu suivre heure par heure l'encerclement de l'université...

Enfin, on a pris conscience du rôle joué par la presse. Lorsqu'on lit dans le journal le compte rendu de faits extérieurs, il est difficile d'en vérifier l'objectivité... Tout au plus peut-on douter... Mais lorsque la presse locale ou nationale falsifie délibérément un événement dans lequel on est partie prenante, alors on s'insurge. Lorsque « Centre-Presse » et « la Nouvelle République » comptent une centaine de personnes dans une manifestation en rassemblant 1.500 ; lorsque ces mêmes feuilles prétendent que 200 étudiants seulement ont affronté les C.R.S. sur le campus alors qu'il y en avait 10 fois plus, on a envie de faire taire tous ces matraqueurs d'opinion... Et alors gare à la violence trop longtemps contenue ! Tout s'est « bien » passé jusqu'à maintenant, mais ce n'était qu'un tir à blanc...

Quant aux étudiants du P.S.U., ils devront tirer les leçons qui s'imposent. Toutes les théories de restructuration du mouvement étudiant élaborées en chambre close ressemblent trop à un calque de l'U.N.E.F.

Et le mouvement a montré qu'il ne se laisserait pas enfermer dans une nouvelle bureaucratie : en excluant de ses rangs l'U.E.C. qui cherchait à s'infiltrer, il a été clair à ce sujet. Le mouvement a montré aussi qu'il refusait de cautionner les luttes inter-groupusculaires et qu'il n'était pas dupe des manœuvres récupératrices de l'A.J.S. (dont les orateurs étaient souvent hués).

Lorsque plus de 1.000 étudiants applaudissent à la mort de l'U.N.E.F. on n'assiste pas à un enterrement, mais au contraire à la naissance d'une nouvelle forme d'organisation, directement liée à la lutte. A ce sujet on peut s'interroger sur la signification des comités mis en place dans chaque

faculté : Que va-t-on y faire ? Analyser une fois de plus le système des examens ? Critiquer platoniquement le contenu de l'enseignement ? L'inaction entraîne la lassitude, et si les comités de lutte devaient devenir des séminaires ou des clubs, ils auraient manqué leur but, et il vaudrait mieux les dissoudre : **les seules structures admissibles sont celles qui permettent de poursuivre le combat.** La rentrée de janvier nous dira si celles que s'est données le mouvement sont autre chose qu'une bureaucratie. □

Songez à offrir...

CHANTS & DANSES
TCHECO-SLOVAQUIE

CHANTS & DANSES
YOUgoslavie

CHANTS & DANSES
BRETAGNE

CHANTS & DANSES
CATALOGNE
SARDANES

... des disques

Songez à offrir...

CHANTS & DANSES AMERICA LATINE

CHANTS & DANSES
AMERICA LATINE

CHANTS & DANSES
UKRAINE

CHANTS & DANSES
PAYS BASQUE

... des disques

Délinquance ou révolte ?

Une interview de Xavier Marolle

Xavier Madrolle est éducateur. Il connaît bien la vie quotidienne des jeunes à Saint-Etienne-du-Rouvray. Cité comme témoin de la défense au « procès des 14 », il a terminé sa déposition en déclarant :

« Vous croyez juger des « délinquants ». Vous vous trompez, ce sont des révoltés perpétuels ».

Nous lui avons demandé de développer cette déclaration pour les lecteurs de « T. S. ».

T.S. — Au procès, tu as affirmé que les jeunes ouvriers de Saint-Etienne (et d'ailleurs...) subissaient la répression « omni-présente ». Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

X.M. — Le plus simple pour répondre, c'est de prendre l'exemple d'un jeune que je connais très bien. Il a aujourd'hui 18 ans et vit depuis sa naissance à Saint-Etienne dans un milieu sous-prolétarien, dans des conditions de logement déplorables.

Pour lui, les premières formes de répression sont apparues dès l'école. C'est un garçon intelligent mais, par son éducation et son milieu, il n'a pu accepter une discipline qui l'empêche de s'exprimer. Vu le nombre d'enfants et les conditions de logement, il ne pouvait pas travailler le soir. Résultat : très vite renommé comme « cancre » et « voyou », on l'a exilé au fond de la classe. S'il bavardait trop... on lui collait du sparadrap sur la bouche ! Pour aller au W.C., il fallait donner un bon point : il n'en avait jamais...

Dans ces conditions, il n'a jamais décroché le certificat. On a essayé de le faire entrer en C.E.T. ... Pas de place. Il a fallu chercher du travail !

T.S. — Sans formation professionnelle, sans garantie d'emploi. Comment a-t-il « vécu » l'oppression capitaliste ?

X.M. — Il est d'abord allé de chantier en chantier. Il accomplissait les besognes les plus difficiles pour un salaire de misère. Il a dû arrêter : silicosé ! Il ponçait des murs dix heures par jour depuis trois mois.

Dans le bâtiment, il ne pouvait pas se syndiquer. En effet dès qu'un patron repère un « suspect de syndicalisme », il le jette dehors et téléphone aux confrères...

Notre garçon est ensuite allé travailler chez LABEL, usine de chaussures à Saint-Etienne qui n'embauche que des jeunes avant 18 ans (après il faut payer au SMIC!). Il était à l'atelier « d'encolage » : les vapeurs nocives qui s'y dégagent font qu'on ne peut y rester plus de deux mois.

A 18 ans, il n'a pas trouvé d'emploi : le service militaire approche, les patrons n'en veulent pas.

Pour résumer, aujourd'hui, il est « fauché », chômeur forcé ; chez lui, la vie est impossible. Son seul domaine, c'est la RUE.

T.S. — Il n'y a donc aucune « organisation » de loisirs ?

X.M. — Une maison de jeunes pour 9.500 scolarisés et 3.000 entre 16 et 19 ans. Pas d'éducateurs mais seulement quelques bénévoles qui « essaient-de-faire-quelque-chose ».

Les autres loisirs sont trop chers (bals à 15 ou 20 F l'entrée) ou mal-adaptés (« festival culturel » — opération de prestige de la municipalité...). De ce côté, c'est donc le vide total ou presque.

T.S. — Alors comment vivent les jeunes ? N'y a-t-il pas une organisation de « bandes » ?

X.M. — A Saint-Etienne, les jeunes sont vraiment « à la rue ». Ils ont été le plus souvent « virés » des caves d'immeubles où ils se réunissaient parce qu'ils faisaient trop de bruit. (Il est vrai que c'est un problème car beaucoup d'ouvriers travaillent la nuit et doivent « récupérer » le jour). C'est certainement là, dans la rue, que la répression quotidienne se fait le plus sentir. Elle est directe et permanente. Les barrages de police pour vérification d'identité et de « mobs », les « contrôles » à la sortie des cafés et des cinémas sont devenus choses courantes.

L'autre jour, le garçon dont je parlais sort du cinéma avec des copains. Pour rigoler, ils se mettent à courir dans la rue. Immédiatement, les flics les poursuivent et les arrêtent. « Si vous galopez comme ça, c'est que vous avez encore fait un mauvais coup ».

Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de la « haine viscérale » du flic que l'on

rencontre chez tous ces jeunes. C'est elle qui a provoqué en grande partie les événements du 13 juillet.

T.S. — Dans ce cadre, comment conçois-tu le travail d'un éducateur ? Réintégrer les jeunes « délinquants » dans la société... bourgeoise ?

X.M. — Dans la société bourgeoise, on nous a confié un travail de « replâtrage ». C'est ce rôle de chien de garde d'un genre particulier (paternalisme : « les jeunes c'est mes copains, etc. ») que l'on doit rejeter. En fait, la « délinquance » (comme disent les bourgeois) naît surtout d'une révolte face à une répression continuelle qui met le jeune au ban de la société.

Notre rôle, c'est donc de jeter à la face de cette société les véritables racines de la délinquance ; c'est aussi d'aider les jeunes à prendre conscience de ce qui est la cause profonde de leur situation de « bannis », les amener à réagir de manière consciente et organisée.

Nous devons donc éviter « d'utiliser » le potentiel de révolte et d'insoumission qu'ils représentent dans des actions de contestation violente dont ils ne seraient pas maîtres et dont ils seraient les premières victimes. Il serait criminel de les précipiter vers une répression encore plus accentuée. Au contraire, les amener à maîtriser leur révolte, les aider à la rendre consciente et collective : voilà, je crois, le rôle d'un éducateur révolutionnaire. □

(Interview recueillie par Lucien Saintonge.)

Une victoire politique

Jean Verger

La Cour de Sûreté de l'Etat vient d'acquitter les six accusés présents, poursuivis dans l'affaire des Houillères d'Hénin-Liétard. Sur les six accusés, deux reconnaissent avoir participé à une opération de commando contre le siège des Houillères, les quatre autres niaient leur participation : les deux premiers s'avèrent pendant le procès comme étant plus que « manipulés » par la police.

Pour la première fois dans un procès anti-gauchiste, devant des juges militaires en général peu soucieux de ne pas condamner, on a vu dévoiler la manière dont les services de la police peuvent « manipuler » des jeunes à des fins de provocation évidentes.

Patrick Taupe et Jackie Tropic chaud étaient-ils au moment de

l'attentat contre le siège des Houillères, téléguidés par la police ? C'est tout à fait vraisemblable. Ils avaient déjà été dans le passé condamnés à des peines de droit commun, ils servaient d'indicateurs et l'occasion était trop belle à la suite de la catastrophe de Fouquières-les-Lens, de les utiliser dans une véritable machination policière montée contre les éléments de l'ex-gauche prolétarienne.

C'est ce qu'on montré nettement les débats et c'est la raison principale qui a obligé les juges à acquitter tous les prévenus.

La ficelle était donc un peu grosse ! et il faudra à l'avenir que les subordonnés de M. Marcellin maintiennent la provocation avec un peu plus de doigté. On se souvient toujours du fameux attentat de Besan-

çon dont le principal instigateur était un militant U.D.R. Un autre élément qui sans aucun doute a fait fléchir les membres du tribunal est la manière politique dont le procès a été exploité par le « Secours Rouge » : la veille du procès, Jean-Paul Sartre présidait à Lens un « tribunal populaire » où, devant un millier de personnes, les véritables accusés ce n'étaient pas quelques militants gauchistes, mais la direction des Houillères responsable de la mort par accident ou par « maladie professionnelle » de centaines et de milliers de mineurs.

L'exploitation politique a donc été payante : pour la première fois un tribunal entièrement contrôlé par l'Etat a été obligé d'acquitter des militants accusés de complot

contre la sûreté intérieure de l'Etat, et cela malgré une provocation qui s'est finalement retournée contre ses auteurs.

Une autre conclusion s'impose : la vigilance devant les méthodes nouvelles de pénétration policière devient une exigence de plus en plus grande. Seules les actions de masse conçues dans un climat propice à l'agitation et à la propagande peuvent déjouer toutes les tentatives de machination de Messieurs Marcellin et Cie. □

● On nous communique que le S.N.E.S. est également signataire de l'appel contre la répression diffusé à Castres (« T.S. », n° 473).

WIE

quotidienne

Surville

Une lutte pour les crèches gratuites

Albert Rousselles

Surville est un quartier de 12.000 habitants créé sur le plateau au-dessus de Montereau, en Seine-et-Marne. Cette cité est caractérisée par l'entassement des logements. On y trouve généralement des couples jeunes à nombreuse progéniture et à petits salaires. Les revenus moyens des travailleurs de Montereau sont inférieurs de 30 % à la moyenne nationale et 20 % de la population active part donc travailler à Paris (lever à 5 heures, retour à 20 heures). Pour

certains, on en arrive à la saisie, au passage à la cité d'urgence toute proche. Pour tous ce sont les horaires, les responsabilités, la solitude. On compte en moyenne deux tentatives de suicide par semaine !

En septembre 1970, l'Association des familles, le Comité de défense des locataires H.L.M., la C.F.D.T., la C.G.T. et Vie nouvelle vont distribuer un tract commun. C'est une lettre ouverte à tous les notables de la région exposant les problèmes des

habitants. Une réponse est rédigée par la section P.S.U. et 4.000 tracts distribués dans les boîtes : on y conclut que les habitants de Surville ne peuvent attendre de solution à leurs problèmes que d'une action collective les mettant en position de force.

En novembre, une dizaine d'habitants, dont un groupe libertaire, collaborent au « Comité pour une crèche-garderie gratuite ». La décision d'organiser symboliquement

une crèche-garderie gratuite « et sauvage » est prise après avoir contacté une quarantaine de foyers.

En décembre, le tract annonçant la crèche est placée dans les boîtes aux lettres le vendredi soir, la salle Jean XXIII (60 m² sociaux servant aux réunions d'associations) est occupée le samedi 12 à 18 heures.

Le matin on garde huit enfants et... cinquante l'après-midi.

Aulnay-sous-Bois

Une rentrée scolaire révolutionnaire

Philippe Guyot

A Aulnay-sous-Bois, dans la banlieue nord-est de Paris, s'élève un grand ensemble, Aulnay 3000, comprenant trois mille trois cents logements. Véritable « ghetto » isolé de la ville, à trois kilomètres et demi de la gare, cette cité encore en chantier est une création de la municipalité d'union démocratique dirigée par les communistes. On avait pensé à tout sauf aux groupes scolaires, insuffisants.

L'affaire est déjà ancienne puisque, déjà, à la rentrée de 1969, une partie des enfants avaient dû être envoyés dans un groupe extérieur à la ville (800 m à vol d'oiseau), à travers les chantiers sans éclairage, dans la boue et avec la traversée sans surveillance de routes à grande circulation.

Certes, avant la rentrée, les promesses n'avaient pas manqué. Mais, à la rentrée, la situation n'avait fait qu'empirer. Et quand les parents ont voulu protester devant les responsabilités de l'Etat (Académie, préfecture de Bobigny), ils n'ont reçu aucun appui, ni de la mairie, ni de l'Association des parents d'élèves, ni du syndicat des instituteurs. Et quand, le lundi 21 septembre, ils tentent un coup de force en amenant leurs enfants dans les groupes scolaires initiaux, ils ont la surprise de trouver la police pour les accueillir. Le préfet et l'inspecteur d'Académie se déplacent en personne pour essayer de trouver une solution, mais ils se heurtent à la détermination des parents qui savent bien que rien ne sera vraiment changé tant qu'on n'aura pas construit des locaux et nommé des enseignants.

C'est dans ce climat qu'est créé un Comité de lutte parents-enseignants, auquel participent des enseignants de l'A.J.S. et la section P.S.U.

Mardi 29 septembre : A la réunion les élus P.S.U. prennent immédiatement position avec les parents, en faisant ouvrir d'abord la salle (menaces de sanctions contre le gardien par la municipalité lorsqu'elle l'apprend).

Sur le fond du problème, les élus et la section P.S.U. soutiennent les revendications des parents, proposent d'intervenir dans le cadre du conseil municipal et de la commission scolaire, proposent une réunion avec les parents des « 3 000 » dont peu sont présents.

Un nouvel appel est lancé pour une réunion le **5 octobre** aux « 3 000 ». Malgré la demande des élus P.S.U., la salle est refusée, à la dernière minute. Cependant 50 à 100 parents se rassemblent et la réunion se tient dehors, devant les grilles du groupe « Jules-Ferry ». Après débat, à l'unanimité des présents, décision est prise de demander la convocation d'un conseil municipal extraordinaire où les parents se rendront. Les élus P.S.U. prennent en charge la défense des revendications.

Il s'agit de savoir si oui ou non la majorité municipale accepte d'aider les parents et de se ranger à leurs côtés pour faire débloquer les crédits nécessaires à la construction des préfabriqués et à la nomination des enseignants.

Par ailleurs, la municipalité ne peut-elle décider le ramassage scolaire aux « 3 000 » ?

Dans la semaine, nos élus apprennent que, la commission scolaire est convoquée, le conseil municipal également.

Commission scolaire : aucun résultat. Constat d'une rentrée catastrophique. Bien sûr, il manque des locaux et des enseignants, comme l'année dernière mais il est impensable d'écouter et de se joindre à l'action des parents. Les élus P.S.U. interviennent durement et font remarquer qu'une fois de plus il n'y a pas eu d'information ni de travail de commission avant la rentrée pas plus qu'au début des réactions des habitants des « 3 000 ». A la demande de ramassage scolaire il est également répondu négativement.

Un acquit (!) quand même : il est question de monter un préfabriqué pour loger les élèves des classes ouvertes **dans le vestibule de la cantine et dans le local des fournitures !**

Mercredi 14 octobre : Conseil municipal.

Une délégation des parents des « 3 000 » est présente. Le problème scolaire bien qu'effleuré n'est pas à l'ordre du jour. Les élus P.S.U. interviennent en « questions diverses » pour rappeler les revendications des parents des « 3 000 », la scolarité à Aulnay et demander la position de la municipalité. Aucune réponse favorable si ce n'est qu'une réunion des élus, des responsables A.P.E. et responsables enseignants. A la demande du P.S.U. d'ouvrir cette réunion aux parents, la majorité de la municipalité s'y oppose !

Le lundi 19 octobre la réunion élus, A.P.E. enseignants a lieu : résultat néant.

Les parents sont invités à lutter pour obtenir, l'année prochaine, un groupe scolaire supplémentaire. Toutefois on note un changement d'attitude chez de nombreux membres des A.P.E. : beaucoup démissionnent.

Aux élections qui suivent les parents engagés au sein du comité de lutte prennent des places dans les conseils d'administration des groupes scolaires.

Enfin à signaler que le dimanche 25 octobre la municipalité inaugure le groupe « Paul Eluard », fanfare en tête.

La section P.S.U. diffuse alors un tract qui reçoit un excellent accueil des parents.

Les élus et la section P.S.U. avec les parents restent mobilisés pour faire aboutir à la seule solution : que les enfants des « 3 000 », ainsi que ceux d'Aulnay en général puissent bénéficier de leurs droits : une scolarité normale, dans des locaux et avec des maîtres en nombre suffisant.

De nombreux contacts ont été pris par les parents avec la section P.S.U. et un premier résultat se dégage : chacun se sent concerné, non seulement par le problème scolaire des « 3 000 », mais aussi par la scolarité et l'enseignement en général, par les conditions de vie, de logement, de transport et l'activité des associations s'en trouve relancée (A.P.E., comités des usagers de transports en commun, amicales des locataires, etc.). Chacun veut assumer son rôle vers un mieux-être qu'il sait possible, hors de la société capitaliste.

La lutte est engagée et continue

Pologne

Révolte et bureaucratie

Michèle Vannesse

Après son accession au poste de Premier ministre, M. Gierek a morigéné certains éléments du peuple polonais qui s'étaient laissés aller à leurs « émotions ». S'il promet un remaniement rapide de l'économie et la suppression des mesures qui ont provoqué la révolte populaire, il ne remet pas en cause le fond de la politique du parti ouvrier unifié de Pologne : c'est pourtant l'essentiel.

M. Gierek et le général Moczar ont commencé à faire beaucoup parler d'eux, et sont parus comme une force montante à l'intérieur du Parti ouvrier, après la révolte étudiante de mars 1968. Rappelons que cette révolte avait été provoquée par l'interdiction de la pièce de Mickiewicz, « les Aïeux », pièce antitsariste et plaidant pour la liberté, mais qui était tant applaudie qu'elle devint suspecte d'antisoviétisme aux yeux du gouvernement. C'est aux cris de « liberté d'expression » et « démocratie » que les étudiants manifestèrent spontanément pendant dix jours.

La répression dans les milieux étudiants et intellectuels fut dure, et les « Partisans », regroupés autour de Moczar, en profitèrent pour épurer le parti de tous les libéraux et « cosmopolites ». Ayant une position antisioniste, ils prétextèrent des velléités sionistes chez un certain nombre de cadres et d'intellectuels, qui comme par hasard, étaient juifs, pour les mettre à l'écart du pouvoir.

Dans le même temps M. Gomulka, ne voulant pas perdre sa place, en rajoutait en opposant lors d'une assemblée des militants du parti de Varsovie, la jeunesse étudiante « trompée et entraînée dans une fausse voie par des forces hostiles au socialisme » à la sagesse de la classe ouvrière. Il est vrai que M. Gomulka s'était vu porté au pouvoir en 1956, sinon par les manifestations populaires, du moins à la faveur de ces manifestations, car dans cette période de destalinisation et de marasme économique, la victime du stalinisme qu'il était, avait un soutien populaire. Aussi, de 1956 à 1959, le gouvernement polonais permit-il une augmentation généralisée de la consommation.

Il est vraisemblable que cela va

être la politique des nouveaux dirigeants du parti : lâcher du lest, pendant un temps, aux revendications ouvrières.

La lutte et le changement de direction du parti polonais se sont faits à la faveur du soulèvement populaire, mais non en sa faveur. Le parti ouvrier polonais a environ un million de membres. Les groupes ou fractions politiques sont interdits. Les syndicats sont aux mains du parti, qui n'assume pas son rôle de formation. C'est la raison pour laquelle toute revendication populaire est soit avortée faute de canaux d'expression, soit emprunte la forme d'une révolte spontanée et violente, qui, faute de leaders et d'organisation, est vouée à n'obtenir que des améliorations salariales et de consommation et n'aboutit pas à une démocratisation dans la mesure où les forces populaires ne sont pas représentées au sein du parti ouvrier polonais.

Quant à la révolte de la semaine dernière, il est fort vraisemblable que le mécontentement populaire après l'élévation des prix, en particulier dans le domaine alimentaire, n'a pas été aussi spontané que veut bien le dire M. Gierek, mais que le clan des Partisans a profité du mécontentement pour organiser une révolte qui permettrait le renversement de M. Gomulka. Il semble, en effet, que les batailles contre la milice ont été trop bien menées pour être spontanées.

La révolte aurait été provoquée par un appareil bureaucratique, qui s'appuie sur tout ce que la Pologne comporte de revanchards et nationalistes, prêts à faire quelques concessions aux travailleurs pour prendre le pouvoir, contre un appareil bureaucratique qui n'arrivait pas à se sortir d'une réforme économique technocratique.

Aussi, tant que la voie vers la démocratisation ne sera pas ouverte en Pologne, les révolutions seront d'appareil. Il reste malgré tout à suivre les prochains mois avec attention, aussi bien du côté des autres pays de l'Est, que du côté des masses populaires polonaises, qui risquent de se rendre compte rapidement que la nouvelle équipe ne les représente pas, et d'en tirer les conséquences. □



AFP



Opération Austerlitz

Après les importantes manifestations de masse de la région parisienne sur le procès de Burgos, la semaine du 14 au 20 décembre a été marquée par une dominante

Déclaration du P.S.U. sur les événements de Pologne

Les événements de Pologne, après ceux de Tchécoslovaquie, concernent directement l'ensemble du mouvement ouvrier. Ils amènent à s'interroger sur la nature réelle des régimes que représentent les Etats membres du COMECON. Ils montrent que les accords diplomatiques entre l'Ouest et l'Est ne peuvent servir de garanties réciproques entre les peuples et ne peuvent étouffer les luttes des travailleurs.

Après vingt-cinq ans, le régime offre toujours aux travailleurs une économie de pénurie ; pire même, il est obligé de réinstaurer le contingentement. Mais, ce qu'il y a de plus grave, ce sont les méthodes mises en œuvre pour faire face à cette situation : la hausse des prix des produits alimentaires (hausse de plus de 25 %, alors que la part de ces produits dans le budget des travailleurs atteint 60 %), le blocage des salaires et la baisse des prix des téléviseurs et des automobiles. Quand on sait l'importance de la disparité des revenus en Pologne, on ne peut s'empêcher de noter l'analogie avec les solutions de classe dont nous avons l'habitude.

Le P.C. polonais prétend que ce sont des éléments isolés qui sont responsables des troubles, mais, en même temps, il demande aux ouvriers de reprendre le travail.

Ce qui compte pour le mouvement ouvrier international n'est pas tellement de constater encore une fois que la répression est bien partout la même quand elle s'attaque aux travailleurs ; ce qui compte surtout, c'est de s'interroger sur les causes d'une telle situation.

La révolte légitime des travailleurs montre l'impasse à laquelle ont conduit l'absence de contrôle de la classe ouvrière dans la période de transition vers le socialisme, la coupure du parti communiste par rapport aux masses, l'absence d'efforts de transformation des rapports sociaux permettant d'assurer l'édification du socialisme et l'incapacité du régime à mettre en place des rapports équitables entre l'U.R.S.S. et les autres Etats membres du COMECON.

Le P.S.U. affirme son soutien à la lutte de la classe ouvrière polonaise. C'est elle seule qui permettra de mettre en échec les partisans de la vieille garde nostalgique d'un ordre oppressif. C'est elle seule aussi qui pourra s'opposer au rétablissement du « marché libre », nouvelle étape de la normalisation économique préconisée par les technocrates, en cours dans plusieurs pays du COMECON.

lutttes internationales

Heath et les syndicats

André Hoyles

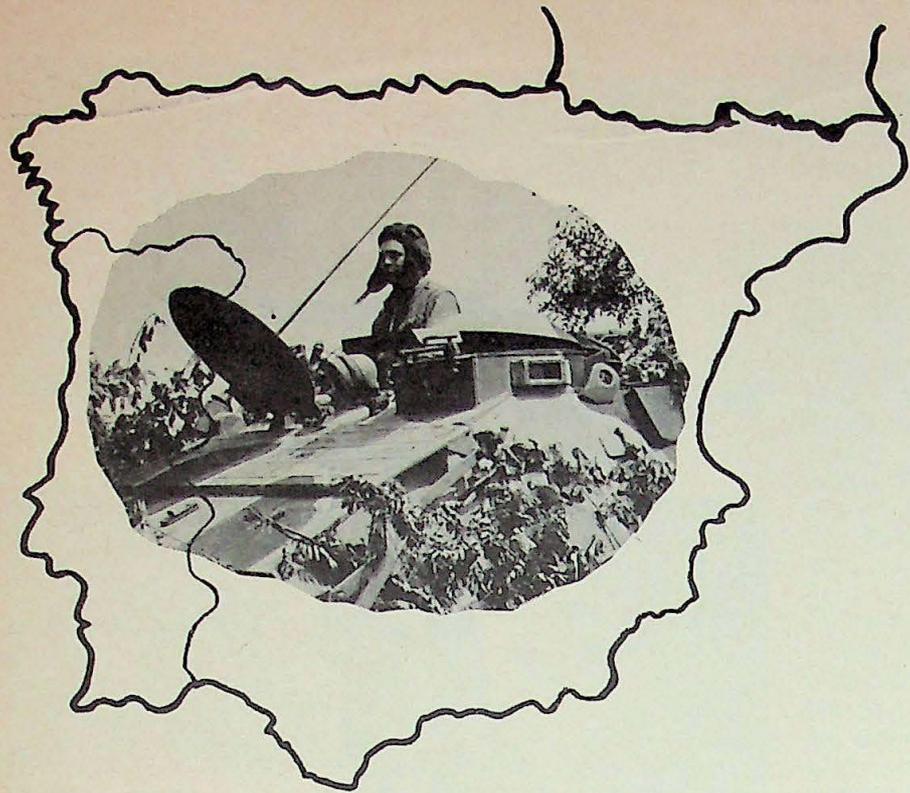
Mardi 8 décembre 1970 : Journée nationale de grève lancée par un Comité de liaison des délégués d'atelier (*shop stewards*) pour protester contre le projet de loi conservateur sur les « relations industrielles ». Cette grève politique — la première qui le soit ouvertement depuis 1926 — n'a été ni le succès que les militants espéraient, ni l'échec qu'en ont fait la presse et la radio nationales. En effet, les chiffres cités (350.000 grévistes), et répétés partout, ont été une estimation minimum : 500 000 est plus proche de la réalité.

Ce projet de loi est non seulement une attaque directe contre les bureaucraties syndicales, mais plus précisément une remise en cause du droit de grève : 95 % des grèves actuelles seraient illégales et entraîneraient des poursuites pour dommages et intérêts si la législation proposée était actuellement en vigueur. Le droit de grève ne sera plus un droit « civil » appartenant à tout individu*, seul un syndicat « enregistré » selon une procédure minutieusement définie pourra appeler à la grève. C'est là

en octobre qu'il était favorable à la grève, a eu une attitude ambiguë. Jack Jones (T&GWU) n'a pas formellement désavoué la grève, mais les militants attendaient de lui une attitude plus claire : les comités de régions, n° 1 (Londres) et n° 5 (Midlands) ont appelé à la grève ; d'autres (Yorkshire) ont tout fait pour casser le mouvement.

Le TUC enfin (centrale intersyndicale) s'est prononcé contre la grève du 8 décembre, et propose en échange une « journée d'action » le 12 janvier 1971 : un rallye au Royal Albert Hall (Londres) et des réunions sur les lieux de travail en dehors des heures de travail (ce dernier détail il est vrai, est inscrit en très petits caractères sur les tracts...). Il y aura de nombreux débrayages le 12 janvier, et les militants espèrent en faire une nouvelle grève qui devrait être plus largement suivie, suivie.

Si la grève du 8 décembre a eu un succès relatif, c'est grâce au mouvement des délégués d'atelier (*shop stewards*) qui a



d'attentisme et une certaine démobilisation.

Le retard dans le verdict, les manifestations franquistes et, surtout, la révolte polonaise utilisée comme diversion par la bourgeoisie ont été une des causes de cette situation. Quant au P.C.F., qui était monté en marche derrière le Secours Rouge, il a bien vite abandonné la mobilisation dans la région parisienne.

Dans ces conditions, les fédérations de la région parisienne du P.S.U. ont estimé nécessaire de relancer l'agitation.

Aussi, vendredi et samedi, des dizaines de milliers de tracts ont-ils été distribués et des affiches manuscrites collées.

Le point culminant de cette campagne devait être atteint samedi après-midi.

A 17 h 15, deux cents militants, qui s'étaient rassemblés en rendez-vous de sections et rendez-vous secondaires, pour éviter le flicage, transformaient la gare d'Austerlitz en lieu de manifestation et de meeting. Des milliers de tracts étaient distribués et projetés en l'air, en présence de nombreux travailleurs espagnols. Passant en force les portillons, les camarades sillonnaient la gare en manifestant et en la jonchant de tracts.

Pendant ce temps, des petits groupes de militants recouvraient de mots d'ordre français et espagnols le « *Puerta del Sol* », express Paris-Madrid : « *Izko si, Franco no* », « liberté pour les Basques », « Franco assassin ».

A 18 h, après une prise de parole dans le hall, les militants se dispersaient et la police arrivait pour constater !

Le soir, on apprenait par la radio que le « *Puerta del Sol* » avait dû effectuer un arrêt prolongé à Bordeaux pour effacer les inscriptions avant la frontière.

Par cette action, nous avons voulu montrer que la lutte continuait et qu'elle pouvait prendre des formes d'action directe et liées aux masses que nous entendons utiliser davantage en renouant ainsi avec certaines formes d'action du P.S.U. lors de la guerre d'Algérie.

Le P.S.U. et les Basques

La montée des luttes populaires dans le monde affole les défenseurs du capitalisme en crise et fait voler en éclats les faux-semblants de libéralisme comme le montre la mascarade fasciste de Burgos.

Le peuple basque, toujours en lutte pour sa liberté et sa dignité nationale, est, de nouveau, à l'avant-garde des combats menés par les peuples d'Espagne contre le franquisme. Malgré les complaisances d'une certaine presse à l'égard des manifestations phalangistes, personne ne peut réellement soutenir que Franco conserve un quelconque soutien populaire. Bien plus, le mouvement ouvrier espagnol a développé, à travers les luttes très dures qu'il mène depuis 1945, des structures originales d'organisation telles que les Commissions ouvrières et les Assemblées de travailleurs.

L'action menée par les Basques et les Catalans montre que l'unité des peuples se fait dans les luttes révolutionnaires, et l'on voit que le débat entre les tenants d'une régionalisation au service du capitalisme et les tenants d'un Etat centralisateur et jacobin est vide de sens.

En vérité, les nombreuses manifestations de soutien avec le peuple basque prouvent que, dans le monde entier, les peuples identifient leurs luttes avec celles des peuples d'Espagne. Le P.S.U. salue notamment les importantes manifestations du Secours Rouge à travers tout le pays. On voit clairement que le rapprochement entre l'Espagne et le Marché commun ne correspondait pas à la libération du régime franquiste mais au durcissement des systèmes capitalistes d'Europe. Ce rapprochement ne se fait pas à Bruxelles mais au cours des rencontres entre Marcellin et le chef de la police espagnole.

En France, la complicité profonde du gouvernement français avec Franco doit être dénoncée ; elle repose notamment sur la colonisation du peuple basque du Nord, dominé économiquement et culturellement par le capitalisme français. Ce ne sont pas les démarches discrètement humanitaires qui cacheront le rôle que joue le capitalisme français dans le camp impérialiste, quand on voit le gouvernement français, dans le même temps, recevoir Hussein-le-Boucher, responsable du massacre du peuple palestinien. □



A. F. P.

que se trouvent sans doute les raisons principales de la divergence d'attitude entre les militants de base et les délégués d'atelier, qui ont appelé à la grève du 8 décembre, et les centrales syndicales qui dans l'ensemble ont plus ou moins ouvertement désavoué cette grève.

En effet, les appareils syndicaux peuvent espérer survivre à cette anesthésie générale en acceptant le principe de « l'enregistrement » des syndicats et les procédures à suivre en cas de « conflits » ; et certains « officiels » (permanents) seront sans doute soulagés d'être débarrassés des complications que leur apporte le militantisme de la base.

Par contre, les militants de base se voient retirer le droit légal de faire pression sur leurs représentants syndicaux, pression qui prend le plus souvent la forme d'une grève « sauvage » (*unofficial strike*) que bon gré mal gré les appareils se voient souvent forcés de couvrir.

La grève du 8 décembre a été soutenue officiellement par quelques syndicats : SOGAT, DATA, un syndicat d'ingénieurs de la construction, un syndicat de marinières. Les électriciens ont fait d'une pierre deux coups en faisant coïncider leur grève avec la journée d'action. Le syndicat des cheminots (NUR) n'a pas appelé officiellement à la grève bien qu'il y ait eu une majorité (11 voix pour, 9 contre) en faveur de la grève au sein de la Commission exécutive (une majorité des deux tiers est requise par les statuts). Les deux plus grandes centrales (AEF et T&GWU) ont refusé de soutenir officiellement la grève, mais certains comités régionaux n'ont pas respecté la ligne nationale. Hugh Scanlon (AEF) qui avait pourtant laissé entendre

encouragé dès octobre la formation de comités de grève, à l'échelon local et national. Ces « comités de liaison » étaient souvent soutenus par les *Trades Councils* (Unions locales intersyndicales) qui localement ont appelé à la grève générale, en dépit des consignes nationales des différentes centrales. La grève du 8 décembre a été très largement suivie dans certaines régions (Londres, Midlands) ou localités, mal dans d'autres (Nord-Est, Sud-Ouest). Malgré des poussées de militantisme, il manque pourtant une direction politique ferme à ces grèves. Les comités de liaison des *shop stewards* ne sont pas permanents, malgré les efforts des dernières années, en particulier dans le cadre du Workers' Control Movement.

Il est intéressant de noter que les deux comités de liaison (Londres et Ecosse) qui ont été les plus actifs dans la préparation de la journée du 8 décembre se sont donnés pour tâche de faire pression sur le TUC pour que le 12 janvier devienne un jour de grève nationale officielle : le cordon ombilical est loin d'être coupé.

Le TUC se replie sur son rôle « éducatif » et organise pour les *shop stewards* des journées d'études locales et régionales pour expliquer, discuter, débattre des implications du projet de loi conservateur.

Pourra-t-il impunément apprendre aux militants à quelle sauce les Conservateurs veulent les manger sans leur donner la possibilité de refuser d'être mangés ?

* Ou tout groupe d'individus, qu'ils soient ou non constitués formellement en « branche syndicale ».

Après Burgos la lutte sera rude et longue

Marc Echeverry

Quelle que soit l'issue de la dramatique attente du verdict de Burgos, il est désormais certain que la situation politique espagnole est profondément transformée. De même que l'on a pu dire — toutes choses égales par ailleurs — que le véritable départ du Général de Gaulle se situe en mai 1968, on peut affirmer aujourd'hui qu'une certaine forme de franquisme, et en tous cas l'autorité du sinistre vieillard du Pardo, est aujourd'hui frappé à mort.

Quelques jours d'un procès scandaleux, l'attitude exemplaire des accusés auront permis de mettre à nu les contradictions du régime, et sa fragilité.

Que l'on ne s'y trompe pas en effet, toutes les forces politiques espagnoles sont maintenant entrées en mouvement. Le couvercle vient de sauter. Il serait bien entendu imprudent, compte tenu des rapports de forces constamment changeants, de dessiner l'une des solutions possibles. Les cartes sont brouillées. Mais ce qui est certain, c'est que le Caudillo est en train de perdre toute crédibilité politique. Les décisions d'un dictateur sénile peuvent être encore tragiques. En termes politiques, il n'est plus que la proie des clans qui se disputent âprement le pouvoir et cherchent pour le consolider de nouvelles alliances.

D'abord les faits

Dans le flot d'informations que nous avons pu recueillir ces dix derniers jours, un certain nombre de faits significatifs.

— le gouvernement est profondément divisé. Pour la première fois depuis qu'il est au pouvoir, Franco a dû affronter certains de ses ministres et discuter. Un certain nombre de décisions en ont été paralysées ;

— le gouvernement est faible. Il n'a fait parvenir aucune instruction aux gouverneurs civils (sortes de préfets régionaux) qui du coup ne se sont manifestés nulle part. Ils craignent en effet, quelle que soit leur orientation, d'être désignés ensuite comme des « boucs émissaires » ;

— l'armée marque plus que de l'hésitation. Si les ultras ont donné de la voix, on sait que dans nombre de provinces, on consulte et on modère. Des informations de bonne source, permettent de dire que Diaz Alegria, chef d'état-major de l'armée, a été pendant quelques jours soumis à un régime qui ressemblait fort à celui des arrêts de rigueur ;

— la phalange essaye vainement de récupérer de l'influence : au travers des manifestations qu'elle a organisées, à coups de cars faisant du ramassage « volontaire », elle essaye de peser sur l'issue de la crise et d'apparaître de nouveau sur le devant de la scène ;

— enfin, l'Opus Dei, qui apparaît au premier regard comme la grande perdante de la crise, reste aussi en contact avec les milieux « européens » et garde des cartes non négligeables à l'heure des inévitables « règlements de comptes ».

On aurait tort d'imaginer en effet que l'Espagne se trouve divisée en deux camps hostiles et face à face. La mouvance est partout : dans les forces qui soutenaient jusqu'ici le régime, come dans nombre « d'oppositions ».

Une opposition pourquoi faire ?

Il ne faudrait en effet pas confondre l'opposition populaire de certains secteurs ouvriers, étudiants, qui se manifestent particulièrement en Pays Basque, Asturies, Catalogne et Madrid, avec l'opposition de type « démocratique », qui est le fait de certains secteurs de la démocratie chrétienne, de monarchistes devenus « libéraux » et du Parti Communiste Espagnol, qui recherche et semble être en train d'obtenir leur alliance.

Cette situation n'est paradoxale qu'apparemment.

Depuis longtemps déjà le P.C.E. se veut fédérateur de toutes les forces d'opposition quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent. Ce n'est même pas une politique de Front Populaire qu'il définit, mais bien une politique de Front National.

Dans cette tentative il semble marquer quelques succès malgré sa crise intérieure. Mais ces succès ne pourront être que limités. On veut lui faire peur et il accepte un rôle de force d'appoint dans la nouvelle phase politique qui s'ouvre. Plus tard, on saura renverser les alliances pour contenir toute poussée populaire.

Il reste que le P.C.E. est fortement implanté et qu'à ce titre son comportement pèsera sur la situation.

Il reste aussi que ce mois de décembre 1970 aura révélé avec éclat l'importance et la conjonction de nouvelles forces :

— celles issues des commissions ouvrières ;



— celles qui vont se manifester de manière de plus en plus radicale au sein du monde catholique ;

— celles enfin qui, issues des mouvements nationalistes basques ou catalans, posent en termes totalement nouveaux, à la fois le problème national et l'indispensable solidarité avec la classe ouvrière des peuples d'Espagne.

Qu'on ne s'y trompe point, le double cri des accusés de Burgos qui manifestaient à la fois la volonté d'obtenir la liberté du Pays Basque et la solidarité de principe avec la classe ouvrière espagnole a eu une résonance énorme dans la péninsule.

Il marque un tournant considérable qui déplaît à toutes les droites : celles au pouvoir, comme celles qui font de « l'opposition ».

Des fissures ou des pièges ?

C'est à partir de cette constatation que les forces révolutionnaires des peuples de la péninsule

doivent déterminer leurs nouvelles actions.

Il est indispensable d'analyser les fissures voire même les fossés qui sont en train d'apparaître au sein du camp franquiste. A tout moment, à tout instant, il est nécessaire de réévaluer les forces de l'adversaire et de lui porter des coups aux endroits où il manifeste le plus de faiblesses.

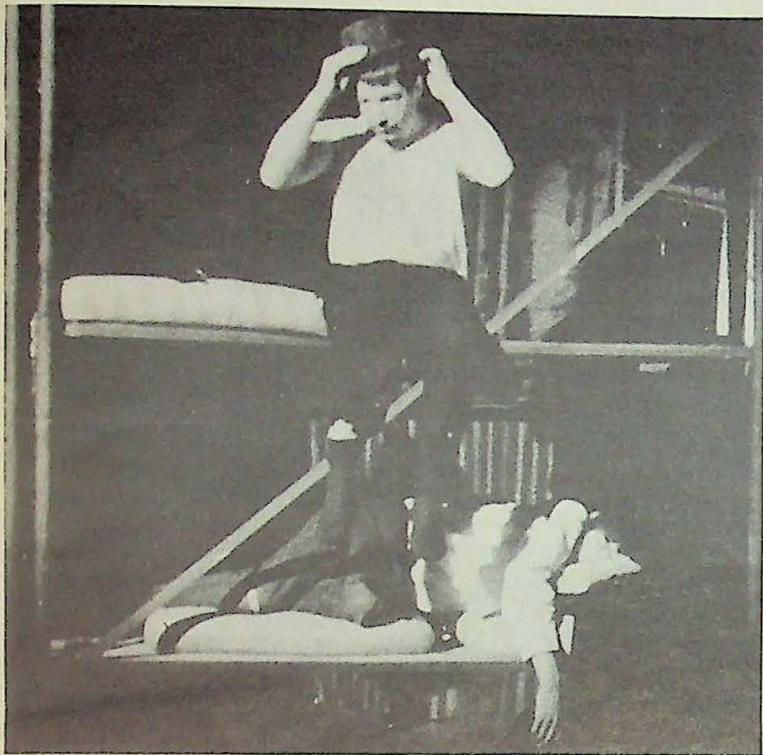
Mais rien ne serait pire que de créer de nouvelles illusions, en jouant sur les oppositions qui peuvent se manifester au sein de la bourgeoisie espagnole, et en croyant que la sainte alliance avec certaines d'entre elles, pourrait constituer une solution même à court terme.

Un vieillard sénile peut disparaître de la scène politique, les forces qui le soutenaient n'en sont pas pour autant annihilées.

La bataille sera longue et rude. Les accusés exemplaires de Burgos le savent mieux que personne qui l'on amorcée avec un courage et une résolution désormais historiques. □

WIE

culturelle



Spectacles de fin d'année

Dominique Nores

En cette veille de Noël et après un trimestre où aucune manifestation n'a réussi à s'imposer, le théâtre parisien tente de se ressaisir. Coup sur coup, plusieurs spectacles sont proposés, dont la présentation et la réflexion à laquelle ils incitent, assurent l'intérêt.

Certains sont le fait de nos grandes scènes pourvues de beaucoup de moyens. C'est le cas du **Songe**, de Strindberg et de **Oh! America** qui, accueillis différemment par la presse, sont des spectacles qui méritent tous deux d'être vus.

Le Songe (1), exploration onirique du septième cercle de l'enfer, intimide les metteurs en scène français. Artaud l'a joué deux soirs. Depuis, on s'est peu risqué à faire vivre sur scène des personnages qui, disait Strindberg, « se redoublent et se multiplient, s'évanouissent et se condensent... se dissolvent et se reconstituent », une « conscience suprême » les dominant, celle du rêveur pour

qui n'existent « pas de secrets, pas d'inconséquences, pas de loi ».

Le rêve raconté, c'est celui qui fait se heurter Agnès, fille du dieu Indra, aux souffrances des hommes. Inhibitions, remontées d'enfance, mais aussi souffrances que les uns infligent aux autres, inégalité des conditions et des fortunes. La mise en scène aurait pu garder à l'œuvre plus d'âpreté. Elle la plonge du moins dans cette atmosphère du rêve, qui lie entre elles toutes ses parties et la rend constamment lisible.

Oh! America (2) est aussi un rêve éveillé. Antoine Bourseiller est celui de nos metteurs en scène qui a le plus raconté l'Amérique, celle rêvée par Kafka comme celle des auteurs américains les plus violemment aux prises avec leur contexte social. Avec **Oh! America** ce n'est pas une réalité de l'Amérique dominée, mise en forme, qu'il propose, mais le choc des impressions qui se sont imposées

à lui au hasard des rues, dans la lumière alternative des enseignes. Petites vérités, petites peurs et façon de tromper sa peur mais qui, mises bout à bout, forment cette grande panique de l'Amérique à la recherche d'elle-même et d'un sens de la vie.

Un moment fort du spectacle : le procès de Bobby Seale, le président des Panthères noires. Scéniquement, **Oh! America** est un grand poème qui parle tous les langages (déferlement du rock, lumières qui bougent dans le très bel environnement d'Oskar Gustin, autant que dialogue et récitation (chantée ou non). Il les parle sans redondance, les différents plans de l'expression étant toujours parfaitement distincts et signifiants.

Cauchemar encore à Nanterre (3), celui d'un Russe moyen — de ceux dont on dit qu'ils ne font pas de politique — témoin de l'installation du socialisme en Russie. Quand un monde s'effondre, que deviennent ceux qui ont eu tâche de le maintenir, officiers, prêtres, intellectuels de la classe dominante? Huit rêves les montrent fuyant sans nécessité comme des insectes désorientés. Une mise en scène rigoureuse. Pierre Pernet joue remarquablement l'intellectuel ballotté qui, se reprenant, rentre en Russie soviétique où l'attend sa vraie vie.

Cependant, ce mois de décembre, qui propose quelques grands spectacles, permet aussi de découvrir deux petites troupes qui n'ont pour moyens que la qualité de leur jeu : celle du Robec, dont le point d'attache est Rouen et qui joue **Woyzeck** (4) et celle de Denis Llorca.

Le parti pris de Michel Humbert a été de ne pas choisir pour **Woyzeck** une option (pièce de dénonciation pré-brechtienne, mélodrame mécanisme prêt à fonctionner de la passion ou de l'absurde) mais, s'en tenant à ce qu'il appelle une « pratique interrogative » et se situant aux aguets à l'intérieur de l'œuvre « comme dans une cage de résonance », de les jouer toutes à la fois. Le résultat est quelque chose de dense et pourtant d'étonnamment clair.

Le soldat Woyzeck, bien que ne s'estimant pas « vertueux » (il est trop pauvre diable pour pouvoir l'être) nourrit sur sa maigre solde une prostituée, Marie, et l'enfant qu'il a eu d'elle. Quand elle prend un nouvel amant son univers mental s'effon-

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».
Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

dre. Michel Humbert a conçu une mise en scène lente comme les tâtonnements de ce Woyzeck qui semble apprendre la vie au toucher. Au toucher presque, dans un café, il apprend Marie dansant avec un autre. Michel Humbert joue Woyzeck avec la naïveté, la douceur de son regard bleu (voir notre photo). Quand, affirmé par la partition musicale, le rythme l'emporte, le fait courir en rond de plus en plus vite, lui soufflant « tue », « tue », Woyzeck reste cet individu tendre, désarmé devant l'absurdité du monde. Il n'y a ici aucune « leçon » visible, mais tout est leçon — au même titre que certaines séquences de Chaplin — dans cette histoire triste que raconte l'appareil scénique tout entier.

Quant à Denis Llorca, il joue ce grand poème **Tête d'Or** de Claudel (5) qui lance Simon Agnel et son ami Cébès de leur Marne natalé jusqu'au sommet du Caucase à la conquête d'une royauté qui serait aussi la royauté de l'homme capable de s'accomplir dans la durée. **Tête d'Or**, c'est le combat de l'orgueilleux « je

peux » de l'homme (« je ferai mon œuvre ») et de la mort. Devant nous une équipe jeune dénonce à nouveau ce scandale que c'est de devoir mourir. Cela ne va pas sans outrance, une outrance nécessaire, dominée. Denis Llorca joue Simon Agnel (**Tête d'Or**) dans l'impatience, le piaffement, le respect aussi du mètre et de la respiration claudelienne. Les scènes qu'il joue avec Cébès (Jean-Loup Wolf) voix, silences, poids des corps (Cébès mort, **Tête d'Or** portera en lui son cœur « immuable comme une meule ») — sont admirables. Mais c'est à la prise en charge de l'ensemble d'une œuvre difficile par le travail scénique qu'on reconnaît le metteur en scène : nous aurons à compter beaucoup avec Denis Llorca. □

- (1) Comédie Française.
(2) Théâtre de France (Odéon) jusqu'au 3 janvier.
(3) Théâtre des Amandiers (Nanterre).
(4) Théâtre du Robec (Rouen). Ce spectacle sera présenté de nouveau dans la banlieue parisienne à partir du 20 janvier.
(5) Salle Adyar, 35, avenue Rapp, Paris-7^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

**BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e**

Déclaration du P.S.U. sur les élections municipales

La Direction Politique Nationale du P.S.U., réunie les 19 et 20 décembre 1970, a confirmé l'importance que le P.S.U. attache à la bataille politique liée aux élections municipales. Face à l'offensive des forces de la majorité conservatrice et des éléments se disant réformateurs qui sont au service des mêmes intérêts, les forces ouvrières et progressistes se doivent d'employer tous les moyens pour limiter cette offensive du capitalisme et la vaincre.

Dans cet esprit, le P.S.U. considère que les municipalités peuvent et doivent être des instruments au service des travailleurs en lutte. L'orientation qu'il a adoptée pour ces élections municipales dès juin 1970 insiste pour cette raison sur les points suivants :

- Les élus municipaux doivent tout faire pour que leur gestion satisfasse les besoins des travailleurs. Ils doivent cependant savoir que dans le cadre de la politique dont le VI^e Plan est l'expression, leurs moyens d'action seront encore plus limités que par le passé, et que toute amélioration en faveur des non-privilegiés devra être arrachée en s'appuyant sur les organisations populaires locales et sur des campagnes massives d'action sur le logement, les transports publics, la spéculation foncière ou la situation des travailleurs immigrés ;

- A partir et au-delà de la simple gestion, les municipalités ouvrières doivent se refuser à n'être qu'un instrument d'intégration au pouvoir. Elles doivent devenir encore plus nettement

des centres de lutte pour les travailleurs, des foyers actifs d'opposition face à la politique autoritaire du pouvoir ;

- Pour cette raison, les municipalités progressistes doivent rechercher l'appui constant de la population. Elles ne peuvent le faire qu'à travers une pratique active de la démocratie. L'information la plus complète doit circuler sur les travaux du conseil municipal et sur ses débats. Des structures permanentes de dialogue et de travail doivent être mises en place avec la population ;

- Une telle politique n'est concevable que si elle est menée avec des alliés qui en partagent les orientations. C'est pourquoi le P.S.U. se refuse à participer à toute coalition incluant des représentants des forces centristes ou radicales ;

- En revanche, aucune exclusive ne peut être jetée contre quiconque approuve et défend cette orientation.

Pour que cette plate-forme puisse traduire le plus efficacement possible les aspirations des travailleurs, le Conseil National du P.S.U. avait donné mandat à sa Direction Politique Nationale d'engager une discussion avec le Parti Communiste Français en vue de rechercher la possibilité d'un accord.

Dès le début d'octobre, le Bureau National du P.S.U. exécutait ce mandat et les discussions s'ouvrirent le 16 octobre 1970. Le travail poursuivi par les deux délégations pendant deux mois a permis d'aboutir à un projet d'accord commun, sauf sur un point

limité. Ce document a été approuvé par le Bureau National du P.S.U. sous réserve que sa portée soit confirmée dans une déclaration commune des deux partis, afin qu'aucune divergence d'interprétation n'apparaisse entre eux.

Cependant, le Parti Communiste a fait savoir que le projet de texte tel qu'il avait été élaboré en commun n'était pas acceptable par son Bureau Politique et qu'il souhaitait rouvrir la discussion.

Le P.S.U. constate que, dans le même temps, département par département, le Parti Communiste négociait et signait avec d'autres formations, notamment avec le Parti radical, des accords locaux sur des bases politiques très variables et sur des positions contraires à celles retenues dans le projet de texte commun.

Dans ces conditions, la Direction Politique Nationale du P.S.U. estime qu'un éventuel accord, qu'elle souhaite toujours, avec le Parti Communiste Français, n'aurait plus la portée d'un accord national et risquerait d'être contradictoire avec les décisions déjà prises localement par le P.C.F.

C'est pourquoi la Direction Politique Nationale du P.S.U. donne mandat à ses fédérations de chercher à constituer des listes d'union populaire sur les bases politiques qu'elle vient de rappeler. Elle décide d'autre part de présenter l'ensemble du dossier de ses négociations avec le P.C.F. à l'opinion publique et aux travailleurs. □

Améliorer la circulation de l'information dans le Parti

Améliorer la circulation de l'information au sein du Parti est maintenant devenu une tâche urgente. C'est pour répondre à ce besoin que la D.P.N. a décidé la parution d'un *Bulletin d'Information* mensuel, destiné aux adhérents du parti. Sous la responsabilité d'un collectif de sept membres, ce bulletin a comme objectif de répondre à quatre types de besoin :

- une meilleure diffusion de l'information « descendante » (textes des conseils et congrès du B.N., de la D.P.N., des secteurs, etc.) ;

- confrontation d'expériences réalisées par les sections et fédérations, leurs remarques sur telle ou telle initiative du parti ;

- l'organisation des débats internes sur les problèmes en discussion au sein du parti ;

- la publication de « documents » reposant sur divers problèmes, les positions de tel ou tel courant ou organisation extérieure au parti ;

Il dépend des sections et fédérations que ce *Bulletin d'Information* soit un organe vivant, alimentant les discussions et la vie

politique de tout le parti. Pour cela, il est nécessaire qu'elles communiquent régulièrement les textes dont elles souhaiteraient la parution au « Collectif du Bulletin d'Information », P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

- Le numéro 1 est déjà paru. Il est possible à tous les adhérents de s'abonner (10 F pour 10 numéros. Ecrire à « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e, C.C.P. 58 26 65-Paris). Des commandes au numéro sont également possibles : 2 F pièce.